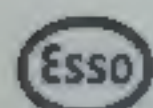


rapport
annuel
1966
esso
standard
s.a.f.



CE RAPPORT
ANNUEL
A ETE EDITIONNE
PAR LE DEPARTEMENT
INFORMATION
L'ESSO STANDARD S.A.F.
DOUVREUX ET GARNIER
DE A. PASTERNAK



conseil
d'administration

SERGE SCHEER	PRÉSIDENT D'HONNEUR
JACQUES BALLE	PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL
JULES ARMAND	ADMINISTRATEUR
HENRI DEROT	ADMINISTRATEUR
FRANCIS FABRE	ADMINISTRATEUR
GEORGES FLEURY	ADMINISTRATEUR
JEAN FORGEOT	ADMINISTRATEUR
GEORGES WICART	ADMINISTRATEUR

comité
consultatif

JACQUES BALLE	PRÉSIDENT
JULES ARMAND	DIRECTEUR GÉNÉRAL
ANDRÉ DUBOIS	DIRECTEUR
JEAN FILIPPI	DIRECTEUR
LUCIEN KAHN	DIRECTEUR
GEORGES MELIK-NOUBAROFF	DIRECTEUR
JEAN TURPIN	DIRECTEUR
RAYMOND W. WINKLER	DIRECTEUR

contrôleur
trésorier

ALBERT RICHARD
LOUIS COIGNARD

commissaires
aux comptes

ALBERT VEYRENC
GASTON THIBAUT

TITULAIRE
SUPPLÉANT

15 Mai 1967

rapport annuel 1966

documents présentés
à l'assemblée
générale ordinaire
du 26 juin 1967
communiqués
au comité central d'entreprise
le 23 juin 1967

rapport du conseil d'administration	5
rapports techniques	12
rapport du commissaire aux comptes	33
compte d'exploitation et compte de pertes et profits <small>ESSO STANDARD S.A.F.</small>	40
bilan <small>ESSO STANDARD S.A.F.</small>	42
bilan consolidé <small>ESSO STANDARD S.A.F. ET ESSO REP.</small>	44
compte d'exploitation consolidé et compte de pertes et profits consolidé <small>ESSO STANDARD S.A.F. ET ESSO REP.</small>	46

en bref

	1965	1966
PROFONDEURS FORÉES (ESSO REP)	84 000 mètres	25 000 mètres
PRODUCTION DE PÉTROLE BRUT (ESSO REP)	2 345 000 tonnes	2 328 000 tonnes
ACHATS DE PÉTROLE BRUT (TONNAGES ACHETÉS À ESSO REP COMPRIS)	7 723 000 tonnes	8 854 000 tonnes
BRUT TRAITE	7 578 000 tonnes	8 717 000 tonnes
VENTES TOTALES DE PRODUITS FINIS	7 504 000 tonnes	8 621 000 tonnes
SALAIRES ET DÉPENSES SOCIALES	191 000 000 F	208 477 000 F
DÉPENSES D'IMMOBILISATIONS	183 700 000 F	308 300 000 F
CHIFFRE D'AFFAIRES COMMERCIAL	3 436 500 000 F	3 834 900 000 F
DONT TAXE INTÉRIEURE, DOUANE ET T.V.A.	1 873 900 000 F	1 962 000 000 F
BÉNÉFICE NET DE L'EXERCICE	50 700 000 F	52 000 000 F

N.B. - Esso Standard S.A.P. ayant autorisé ses entreprises productrices chimiques à sa filiale Esso Chimie, ont été, au 1^{er} Octobre 1966, les chiffres de l'année 1966 ne comprennent l'activité chimique que pour les 3 premiers trimestres.

rapport du conseil d'administration

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux prescriptions de l'article 31 des statuts, nous vous avons convoqués en Assemblée Générale ordinaire pour vous rendre compte de notre gestion pendant l'exercice 1966 et soumettre à votre approbation les comptes de résultats et le bilan établis au 31 décembre 1966.

Les résultats de votre Société pour l'année écoulée se résument en une progression de 8,4 % du chiffre d'affaires commercial hors taxes qui s'est élevé à 1 863 millions de francs et en un bénéfice net total de 52,1 millions de francs qui se compare à 50,7 millions de francs pour 1965, après des dotations plus importantes aux comptes d'amortissements et de provisions.

ÉCONOMIE GÉNÉRALE ET ÉNERGIE

L'évolution économique en 1966, analysée plus en détail dans un rapport spécial, a été marquée pour la France par l'effort d'adaptation à l'économie mondiale. Cette influence extérieure se constate à la fois sur le plan de la conjoncture et sur celui des réformes de structure.

La conjoncture française se caractérise pour l'année écoulée par une stabilisation relative des prix et par une expansion modérée.

La libération des échanges, facteur d'accroissement de la productivité et du niveau de vie, impose par ailleurs à chaque pays de maintenir concurrentiel son niveau général de prix. Le plan de stabilisation décidé fin 1963 pour donner un coup d'arrêt à l'inflation a réussi à limiter à environ 2,5 % la hausse des prix en 1965 et en 1966. Cette hausse demeure cependant excessive si l'on considère le problème du financement des investissements ; elle constitue en effet un handicap pour les industries comme la nôtre dont les prix de vente ne suivent pas l'évolution générale du coût de la vie.

Pour les sociétés pétrolières, la baisse des prix de vente, exprimés en francs constants, donc en tenant compte de la diminution du pouvoir d'achat de la monnaie, a été en moyenne de l'ordre de 6 % par an au cours des cinq dernières années.

Cette baisse est particulièrement importante pour les fuels. Elle est également nette pour les essences, bien que leur qualité ait été améliorée, notamment par l'élévation de l'indice d'octane. Votre Société a donc des raisons particulières de souhaiter que l'objectif limitant la hausse générale des prix entre 1,5 et 2 % par an inscrit dans le V^e Plan puisse être réalisé.

La reprise de l'activité économique amorcée au cours de l'année 1965 s'est développée jusqu'au quatrième trimestre où un palier a été observé. En moyenne d'année, la production industrielle qui avait plafonné en 1965 s'est accrue d'environ 6,5 % et la production intérieure brute a progressé d'environ 5 %. Il est intéressant de noter à cet égard l'influence stabilisatrice des conjonctures économiques étrangères. En 1965, la récession a été évitée grâce au développement des exportations françaises vers des pays étrangers, alors en pleine expansion. En 1966, la conjoncture a été moins favorable à l'étranger et plus favorable en France. Ce décalage a provoqué un freinage de l'expansion en raison de pressions accrues à l'importation et de débouchés plus difficiles à l'exportation. Les Pouvoirs Publics se sont efforcés de favoriser la reprise des investissements productifs qui constituent un élément essentiel de la concurrence internationale : le crédit d'investissement accordé à titre temporaire pour un certain nombre de matériels se traduit par un allègement appréciable des charges fiscales de votre Société.

La consommation d'énergie n'a pas suivi l'évolution économique générale puisque sa croissance a été limitée à environ 1,5 % contre 3 % en 1965 et 4 % en 1966. Le dernier taux correspondant à la tendance moyenne des années précédentes. La clémence de la température et la conjoncture particulière à certaines industries grosses consommatrices expliquent ce fléchissement. Une hydroélectricité exceptionnelle a par ailleurs réduit les achats de combustibles des centrales thermiques. Les ventes de produits pétroliers sur le marché intérieur ont augmenté d'environ 7,5 %. Le pétrole, dont la part dans le bilan énergétique s'est élevée de ce fait à 42,5 %, est désormais en France la principale source d'énergie.

Au-delà des facteurs temporaires de ralentissement qui ont affecté l'année 1966, il faut noter que la part croissante prise par le pétrole dans l'énergie consommée tend à le pousser à réduire l'écart entre le développement du pétrole et celui de l'ensemble de l'énergie. La consommation des produits pétroliers s'accroît cependant encore rapidement au cours des prochaines années. La Commission des Carburants du V^e Plan a chiffré entre 7 % et 10 % par an le rythme d'expansion entre 1965 et 1970. Jusqu'à cette dernière date, le développement du gaz naturel ne devrait pas s'opposer de façon appréciable à celui du pétrole. Les perspectives de disponibilités accrues en gaz naturel contribueront toutefois à un rapprochement entre les marchés nationaux de l'énergie en Europe.

Cette tendance au rapprochement économique entre les pays européens s'observe également dans les réformes de structures intervenues en France en 1966. Les mesures qui ont concerné l'épargne des particuliers et les circuits financiers ont été nettement inspirées par le souci de préparer l'économie française à une ouverture plus grande des frontières. L'épargne liquide en a été stimulée mais les efforts pour encourager les placements à long terme en actions et obligations n'ont pas été jusqu'ici couronnés de succès. La faiblesse de la Bourse en 1966, en dépit des avantages appréciables accordés aux actionnaires, reflète notamment un pessimisme certain à l'égard des profits des sociétés.

Le V^e Plan escompte au contraire, en même temps qu'une augmentation considérable des émissions sur le marché financier, une amélioration de la rentabilité et des possibilités d'autofinancement. La réalisation de cet objectif, qui devra être recherchée dans un climat de concurrence accrue, suppose des efforts considérables dans la gestion des sociétés et serait facilitée par l'élimination d'une partie des contraintes actuelles. Celles-ci entraînent des coûts supplémentaires, faussent le jeu normal de la concurrence et surtout introduisent un élément aléatoire supplémentaire dans la gestion des affaires. Il y aurait d'ailleurs une contradiction évidente entre l'ouverture de plus en plus grande sur le monde extérieur et le maintien de sujétions que les entreprises supporteraient seulement en France.

Les remarques que nous venons de faire s'appliquent en particulier à l'industrie pétrolière. Pendant longtemps, les ressources internes ont permis de financer en grande partie l'expansion rapide de l'industrie pétrolière. Le marché était alimenté par des sociétés à capitaux privés nationaux ou étrangers dans le cadre d'une réglementation assez stricte, et dans des conditions satisfaisantes qu'il s'agisse de la technique, du coût pour l'économie française ou de la sécurité d'approvisionnement. Lorsque, contrairement à la situation économique actuelle qui a permis de supprimer le contrôle des changes, les réserves monétaires de la France étaient réduites, les groupes internationaux ont accepté d'alléger par des moyens divers, comme le système dit des « francs pétrole », la charge nette en devises des importations de pétroles bruts. Récemment encore, la diversité des sources d'approvisionnement a permis d'éviter toute répercussion sur l'économie française de l'arrêt à la fin de 1966 des pipelines de l'Irak Petroleum Company. Le groupe Esso, qui n'a pas été affecté pour ses besoins français par cette interruption momentanée, a contribué à fournir à certains de nos coéquipiers les quantités de remplacement nécessaires.

L'État a estimé cependant devoir intervenir davantage dans notre industrie à la fois par des réglementations encore plus strictes et par la création d'un groupe à capitaux publics. La combinaison des deux types d'interventions entraîne dans les faits des discriminations certaines à l'encontre de sociétés comme la nôtre. De même, la réglementation concernant les points de vente devient un avantage indirect pour les sociétés qui sont autorisées à opérer des regroupements ou des fusions.

Le jeu normal de la concurrence avec les avantages de tous ordres qu'il comporte n'aurait cependant pas pour effet d'exclure la recherche en commun des moyens d'approvisionnement les plus économiques et les plus sûrs.

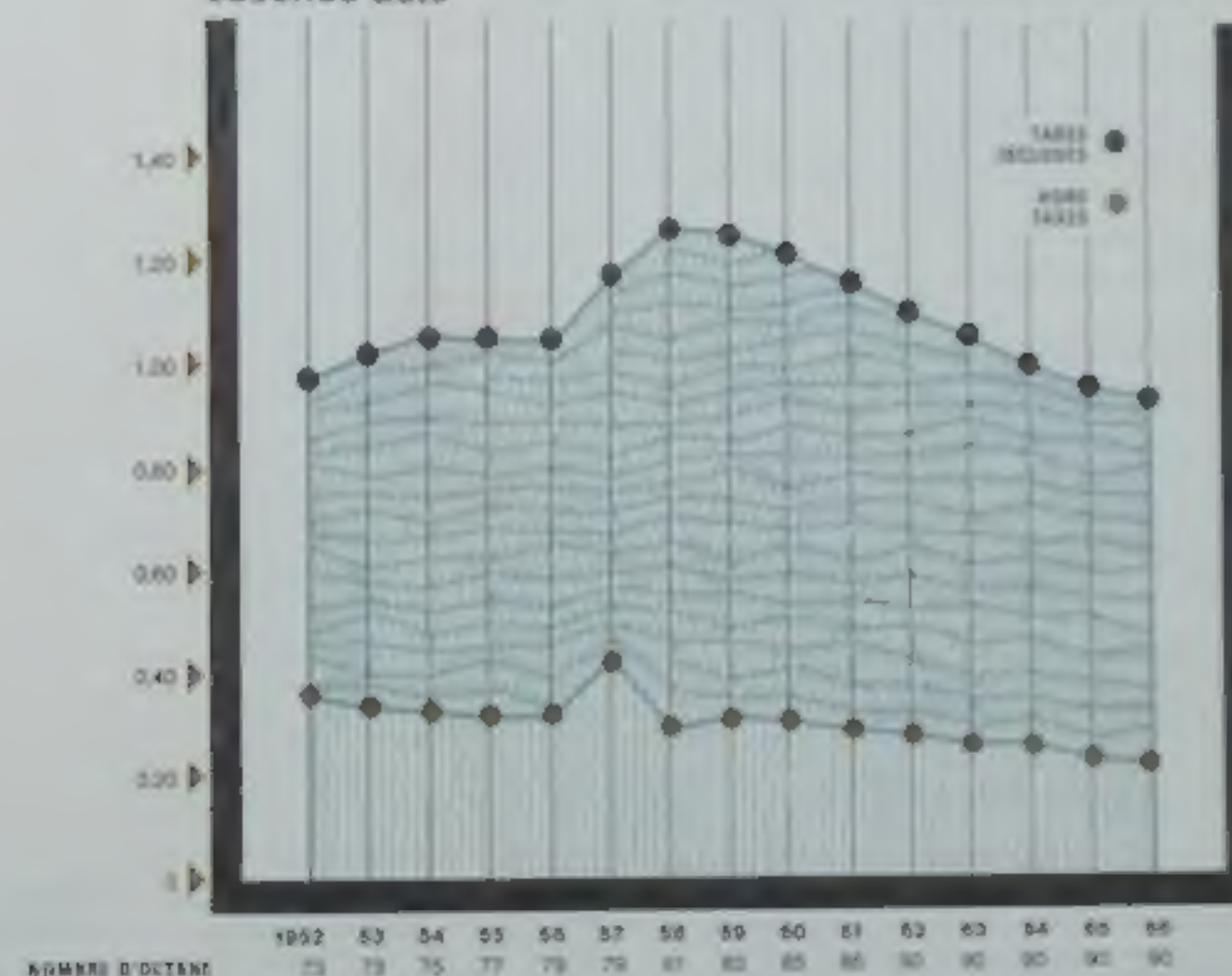
La structure de l'Union des Chambres Syndicales de l'Industrie du Pétrole a été modifiée. En font désormais partie la Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine et le nouvel établissement public E.R.A.P., dont la filiale, l'Union Générale de Distribution des Produits Pétroliers (U.G.D.), vient de regrouper un certain nombre de sociétés de distribution. Cet élargissement de l'U.C.S.I.P. s'est accompagné d'une réorganisation et une haute personnalité, Monsieur le Préfet Haze-Picard, a été portée à sa présidence.

Des tâches difficiles attendent l'industrie pétrolière. Il s'agit de financer les investissements importants nécessaires au cours des prochaines années :

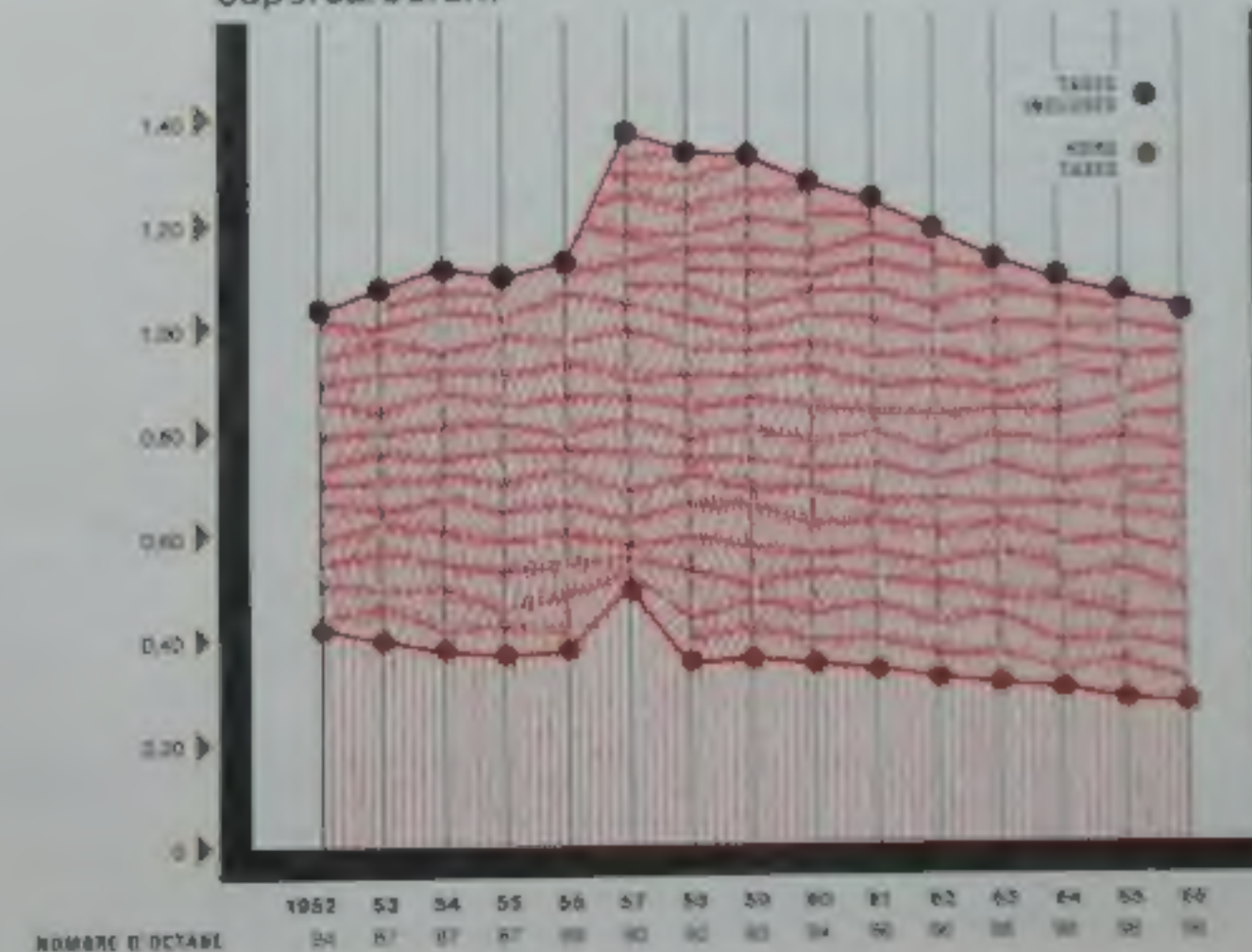
évolution du prix de vente de l'essence auto et du supercarburant à la pompe, à Paris

francs constants 1964 par litre

essence auto



supercarburant



le pétrole dans l'économie française en 1966

	Economie française	Pétrole		Part du pétrole
EFFECTIFS EMPLOYÉS (MILLIERS DE PERSONNES)	18 750	60		0.3 %
PRODUCTION NATIONALE (VALEUR AJOUTÉE BRUTE) (MILLIARDS DE FRANCS)	437	15.2		3.5 %
RECETTES BUDGÉTAIRES DE L'ÉTAT (MILLIARDS DE FRANCS)	107	11.2		10.5 %
CONSOMMATION D'ÉNERGIE (MILLIONS DE TONNES ÉQUIVALENT CHARBON)	160	68		42.5 %

Rappelons à cet égard que le développement du raffinage prévu par le V^e Plan équivaut à 40 % de la capacité actuelle des raffineries. Il s'agit aussi de préparer l'ouverture des frontières dans le cadre du Marché Commun. Même si une libération totale des échanges n'intervient pas pour les produits pétroliers d'ici 1970, fin de la période transitoire, des aménagements devraient être apportés dans un sens plus libéral et plus concurrentiel.

L'interpénétration croissante des pays européens en matière d'énergie et de pétrole, le développement très rapide du marché pétrolier européen qui atteindra en 1970 un niveau comparable à celui des États-Unis, ont amené la Standard Oil Company (New Jersey) à créer la Société Esso Europe Incorporated, établie à Londres, pour coordonner les activités pétrolières du groupe dans toute l'Europe Occidentale. Votre Président d'Honneur, M. S. Scheer, fait partie du Conseil d'Esso Europe.

Le caractère international du recrutement de la nouvelle société à laquelle ont été détachés un certain nombre de nos collaborateurs, et sa proximité, permettront de renforcer la coordination des programmes et d'accroître l'efficacité. Par une meilleure vue d'ensemble sur l'évolution en Europe, et son concours direct, Esso Europe aidera votre Société dans l'établissement de ses prévisions et la mise au point de ses projets.

Dans le domaine des produits chimiques, le rôle de coordination à l'échelle de l'Europe est assuré par la Société Esso Chemical S.A. dont les bureaux et laboratoires sont installés à Bruxelles.

Par la création de ces deux nouvelles sociétés, le groupe Esso marque sa volonté de décentraliser sa gestion et de l'adapter plus étroitement au contexte européen.

Les tonnages de produits pétroliers vendus par votre Société sur le marché intérieur n'ont progressé que de 3,6 %, notre position moyenne tous produits s'établissant à environ 13,5 %. La concurrence a été en effet très vive pour tous les produits et nous n'avons pas voulu contribuer à une détérioration excessive du marché.

Nos ventes de fuels lourds en France sont en retrait sur l'année précédente, le marché ayant lui-même marqué une légère régression par suite de la réduction des ventes à l'Électricité de France et à la S.N.C.F. Notre part des livraisons à l'E.D.F. a été à nouveau réduite au seul profit de groupes où l'État détient une participation. Par contre, avec des ventes en augmentation de 18 % notre position commerciale a été maintenue pour le fuel domestique.

Sur le marché des essences, nos ventes de supercarburant ont augmenté de 14,8 % et ont représenté 63,7 % de nos ventes de carburants auto qui ont progressé au total de 5,8 %. La campagne "Tigre" qui a reçu le grand prix de la publicité attribué après un sondage dans le public a été prolongée en 1966 par le concours "Fantastigre".

Nous devons mentionner également les problèmes posés par la fusion des marges de gros et de détail comprises dans la structure officielle des prix de vente des carburants. Un décret de mai 1963 qui a fixé une marge unique limite

L'ORGANISATION DU GROUPE ESSO EN EUROPE

ACTIVITÉS PÉTROLIÈRES

ACTIVITÉS CHIMIQUES

ESSO CHIMIE

a été à l'origine, pour les sociétés pétrolières, d'un certain nombre de litiges avec les distributeurs. Le problème est d'autant plus délicat que la marge globale à partager pour rémunérer l'ensemble des opérations de distribution est particulièrement faible en France.

Le relèvement de la rémunération des détaillants ne pourrait s'effectuer à la charge des sociétés pétrolières sans compromettre leur équilibre financier. Cette considération ainsi que l'harmonisation souhaitable des fiscalités européennes militent en faveur d'une augmentation de la marge de distribution par une réduction du montant des taxes qui représentent les trois quarts du prix de vente.

Sur le plan industriel, les quantités de pétrole brut traitées dans nos trois raffineries ont progressé de 15 % avec un total de 8,7 millions de tonnes dont 2,3 millions pour la raffinerie de Fos-sur-Mer pour sa première année complète d'exploitation. Cette nouvelle raffinerie, après la période de rodage, fonctionne de façon satisfaisante.

Des circonstances favorables jointes à l'accroissement de la capacité de production, nous ont permis de développer les exportations qui sont passées de 200 000 tonnes en 1965 à un million de tonnes en 1966.

Nos achats de pétrole brut ont dû être réalisés, dans le cadre de la politique définie par les Pouvoirs Publics, à raison de 45 % dans la "zone franc". Compte tenu de l'approvisionnement en provenance d'Esso R.E.P. 1,7 million de tonnes ont été achetées en Algérie en exécution des contrats signés en 1966 pour une période de trois ans.

Nos fournisseurs habituels, la Standard Oil Company (N.J.) et la Gulf Oil Corporation nous ont accordé une nouvelle baisse des prix qui s'ajoute à celle consentie en 1965. Le prix des pétroles sahariens a été également réduit par rapport à ceux du précédent contrat mais, à notre avis, dans une proportion insuffisante par rapport à l'évolution des prix mondiaux réellement pratiqués.

Des travaux de modernisation importants ont été réalisés en 1966 à la raffinerie de Port-Jérôme. Ils ont comporté la mise en service à la fin de l'année d'une unité de distillation de 4 millions de tonnes qui se substitue progressivement aux anciennes installations.

Comme il vous a été indiqué l'année dernière, nous n'avons pu obtenir l'autorisation de construire seule une raffinerie en Lorraine. L'intérêt économique de cette raffinerie a été finalement reconnu mais la part de votre Société a été limitée à 40 %, celles de la C.F.R. et de l'U.G.P. fixées respectivement à 51 % et 9 %. Il est prévu que cette raffinerie, d'une capacité de 3 millions de tonnes, pourra entrer en service en 1970. Ne devant disposer que d'une partie de sa production, nous sommes amenés à envisager une extension de notre capacité de raffinage, notamment à Port-Jérôme. Les Pouvoirs Publics ont donné leur accord à ce sujet.

Dans le domaine des transports, l'investissement majeur est la construction d'un navire de 192 500 tonnes dont le contrat a été signé en 1966 avec les Chantiers de l'Atlantique pour livraison à fin 1968. L'écart de tonnage avec nos cinq navires longs courriers dont le port en lourd s'échelonne entre 40 000 et 50 000 tonnes et dont le plus ancien ne date que de 1955 démontre la rapidité de l'évolution technique. Cette évolution s'accroît puisque l'on considère actuellement comme possible la construction de navires d'un tonnage sensiblement supérieur, ce qui entraînerait des sujétions supplémentaires notamment au chargement et au déchargement et poserait des problèmes qui ne sont pas encore résolus, comme la création de ports relais susceptibles de recevoir de tels navires. Le souci de réduire les coûts se manifeste également dans la construction prochaine d'un pipeline collectif de produits finis entre les raffineries de la région de Marseille et la région lyonnaise avec prolongement jusqu'à Genève.

Enfin, la recherche technique a continué à se développer. Les montants consacrés à ce titre en 1966 se sont élevés à 12 millions de francs dont près de la moitié pour le compte d'Esso Research and Engineering Company dans le cadre d'un contrat d'assistance technique. Un plan de spécialisation des laboratoires européens du groupe Esso a été mis en application. Il entraîne un accroissement des crédits et des moyens de travail dans les spécialités confiées à notre organisation alors que d'autres travaux sont demandés aux laboratoires européens les mieux placés pour les mener à bien.

Dans le domaine de la chimie, le développement de nos activités s'exprime par une progression du chiffre d'affaires de 12,4 %. Celui-ci atteint ainsi 278 millions de francs pour l'année, dont 63 millions pour le compte d'Esso Chimie au cours du quatrième trimestre.

La création de cette nouvelle société le 3 janvier 1967, avec effet à partir du 1^{er} octobre 1966, témoigne de l'intention de développer en France les activités chimiques et de les gérer suivant leurs données propres. Esso Chimie dont le capital a été fixé à 148,9 millions de francs, a repris toutes les activités de production et de commercialisation de produits chimiques et assimilés. Parmi les actifs de la nouvelle société figurent deux unités qui viennent d'être construites à Port-Jérôme : une unité d'acides sulfoniques destinés principalement à la

fabrication d'additifs détergents pour huiles moteurs et une importante installation de craquage à la vapeur (steam cracking) qui sera mise en service en 1967 et produira 400.000 tonnes par an de produits de base pour la pétrochimie.

La production de pétrole brut de votre filiale Esso REP a été sensiblement égale à celle de l'année précédente, soit 2,3 millions de tonnes. Nous sommes arrivés en effet à un palier à partir duquel la cadence d'extraction des gisements actuellement exploités devrait graduellement diminuer en l'absence de nouvelles découvertes.

C'est pourquoi Esso REP a poursuivi en 1966 un important programme d'exploration d'un coût de plus de 50 millions de francs.

Sur les trois forages en mer entrepris pendant l'année 1966 dans le cadre de l'association avec la Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine et la Compagnie d'Exploration Pétrolière, les deux forages qui ont été implantés sur la structure d'Antiprés ont révélé la présence d'hydrocarbures sans que nous puissions être assurés pour l'instant de la possibilité d'une exploitation rentable. En dehors des forages en mer avec la plate-forme Neptune Gascogne qui nécessitent un effort financier d'environ 120.000 francs par jour pour l'ensemble des sociétés associées, des travaux actifs ont été menés par Esso REP pour la reconnaissance des permis du Sud-Aquitaine et du Haut-Rhône.

Esso REP a intensifié par ailleurs les activités de son centre technique de recherches à Bègles dont le caractère international s'affirme de plus en plus avec les travaux qui lui sont confiés par des sociétés du groupe Esso.

Par les différentes activités que nous venons de passer en revue, votre Société a mis à la disposition de l'économie française des produits toujours plus abondants et mieux adaptés aux besoins et s'est efforcée de préparer activement l'avenir dans tous les domaines.

L'amélioration de la productivité a sans doute été facilitée par l'utilisation de matériels plus modernes, grâce aux sommes progressivement investies et qui représentent à ce jour un montant d'immobilisations brutes de l'ordre de 400.000 francs par personne employée; elle n'aurait pas été possible cependant sans les efforts de l'ensemble du personnel que nous tenons à remercier vivement en votre nom.

Le montant total des ventes de votre société s'est élevé à 4.077 millions de francs soit une augmentation de 4,1 %. Le chiffre d'affaires " commercial ", hors taxes, a atteint 1.663 millions de francs, ce qui représente une progression de 6,4 % sur 1965, progression qui se serait élevée à 10 % si l'on avait inclus le chiffre d'affaires réalisé pour le compte d'Esso Chimie au cours du quatrième trimestre 1965.

La différence entre ce dernier taux et l'accroissement de 16 % des tonnages traités et des tonnages vendus s'explique par l'augmentation importante sur l'ensemble des marchés intérieur et extérieur des ventes de fuels, produits à moindre prix unitaire, ainsi que par une nouvelle dégradation des prix.

Le bénéfice net ressort à 52,1 millions de francs contre 50,7 millions de francs en 1965 après des amortissements s'élevant à 127,8 millions de francs au lieu de 116,8 millions de francs et dotation d'une somme de 16,3 millions de francs à la provision pour fluctuation des cours des matières premières. Exclusion faite du dividende d'Esso REP, le bénéfice avant déduction des amortissements et constitution de la dotation précitée est donc de l'ordre de 149 millions de francs en augmentation de 27,5 millions de francs sur 1965, année il est vrai en recul par rapport à 1964.

Nos résultats annuels sont en effet très sensibles, en raison de l'étroitesse des marges bénéficiaires, à des variations relativement faibles des prix de vente et des coûts.

Le dividende reçu de votre filiale Esso REP en 1965 s'est établi à 47,8 millions de francs au lieu de 42,8 millions en 1965. Le montant de ce dividende qui a représenté jusqu'ici un élément majeur de nos bénéfices dépendra de plus en plus de l'avenir des résultats de notre programme d'exploration, résultats qui présentent évidemment le caractère aléatoire inhérent à ce type d'activité. Nous devons donc intensifier nos efforts dans les autres activités.

Boucieuse d'assurer son expansion en améliorant sa productivité, votre Société a réalisé au cours de l'exercice 1965 le programme d'investissements qu'elle s'était fixé. Les nouvelles immobilisations s'élevaient à 308 millions de francs, y compris les investissements effectués après le 1^{er} octobre 1966 pour le compte d'Esso Chimie et réglables à plus d'un an. L'accroissement de ces dépenses, de l'ordre de 68 % par rapport à 1965, a excédé celui des ressources internes et des emprunts ont dû être contractés.

Les ressources extérieures ont consisté en emprunts à moyen terme auprès de nos banques et de nos actionnaires américains et dans un emprunt à long terme qui a bénéficié des meilleures conditions de montant et de taux que le marché suisse ait pu offrir au cours de l'année 1966 aux emprunts obligataires étrangers. Au sujet de cet emprunt de 80 millions de francs suisses, votre Société s'est engagée, selon une clause d'usage, à consentir aux porteurs les mêmes garanties spécifiques qu'elle tenait amenées à accorder dans l'éventualité d'une nouvelle émission obligataire. La création d'Esso Chimie ne modifie pas la portée de cet

ESSO REP

RÉSULTATS

engagement qu'assumeront dorénavant à la fois votre Société et sa filiale Esso Chimie.

En dépit de ces recours au financement extérieur, exceptionnellement importants en 1965, la position d'endettement à long terme de votre Société par rapport à ses capitaux propres, demeure raisonnable et correspond à une marge potentielle de financement qui reste importante.

Les comptes de résultats et le bilan, établis au 31 décembre 1966 vous sont présentés en annexe.

Ils laissent apparaître un bénéfice de	F 52.078.920,67
auquel s'ajoute	
le report à nouveau de l'exercice précédent, soit	F 3.788.831,06
Total disponible	F 55.867.751,72

Il vous sera proposé de leur donner l'affectation suivante :	
— Réserve légale	F 2.604.000,00
— Réserve générale	F 5.000.000,00
— Dividende brut	F 44.878.750,00
— Report à nouveau	F 3.587.001,72

Total	F 55.867.751,72
--------------	------------------------

Compte tenu des dernières dispositions fiscales connues, nous vous proposons la distribution d'un dividende net de F 3,76 par action de F 50,— nominal, auquel s'ajoute un avoir fiscal de F 1,87, ce qui conduit à un dividende global de F 5,62.

Conformément aux nouvelles dispositions légales, nous vous rappelons le montant des distributions des trois derniers exercices :

Exercice	Nombre d'actions à rémunérer	Dividende net	Crédit d'impôt	Dividende global
1963	11.913.800	F 3,75	F 0,90	F 4,65
1964	11.913.800	F 3,75	F 1,18	F 4,93
1965	11.913.800	F 3,50	F 1,75	F 5,25

Le mandat des Administrateurs venant à expiration chaque année, nous vous demandons de bien vouloir leur donner quitus de leur gestion pour l'exercice 1966, puis de procéder aux élections au Conseil d'Administration.

M. Georges WICART, Administrateur de votre Société depuis 1962, nous a fait part de son intention de ne pas demander le renouvellement de son mandat. C'est après une longue carrière dans votre Société où il entra en 1921 que M. Wicart avait été appelé, en 1982, à siéger à votre Conseil où sa grande connaissance des questions pétrolières nous était des plus précieuses. Aussi, nous ne doutons pas que vous teniez à vous associer aux sentiments de regret et d'amicale gratitude que votre Conseil lui témoigne au moment de son départ.

Nous vous demandons de ratifier la nomination de M. Auguste SCHLAGETER comme Administrateur de votre Société. M. Schlageter, qui était Directeur d'Esso Standard S.A.F., a pris sa retraite récemment, après 38 ans au service du Groupe.

Il vous appartiendra enfin de fixer le montant des jetons de présence alloués au Conseil d'Administration pour l'exercice 1967, ainsi que les émoluments de vos Commissaires aux Comptes pour le même exercice.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

DONNÉES FINANCIÈRES

rapports techniques

Rapport économique

Conjoncture mondiale

1966 a encore été une année d'expansion pour l'économie mondiale. Cette continuité dans le développement depuis la fin de la dernière guerre est remarquable. Elle constitue un élément majeur dans la stratégie des entreprises qui peuvent compter sur une tendance fondamentale à l'expansion mais aussi doivent préparer et financer un tel développement.

L'évolution de la production industrielle des principaux pays occidentaux industrialisés ne s'est pas écartée dans l'ensemble des tendances constatées en 1965 :

% de variation	1965	1966
ETATS-UNIS	+ 6,4	+ 8,2
GRANDE BRETAGNE	+ 2,6	0
ALLEMAGNE	+ 6,1	+ 1,5
FRANCE	+ 1,4	+ 6,5
ITALIE	+ 4,4	+ 12,0
PAYS-BAS	+ 7,0	+ 7,0
BELGIQUE	+ 1,9	+ 2,0

L'économie des Etats-Unis a connu une sixième année consécutive d'expansion, ce qui a été jusqu'ici exceptionnel. Une expansion aussi rapide dément les pronostics pessimistes fondés sur l'idée de saturation progressive et constitue pour nos économies européennes un gage de poursuite de l'élévation du niveau de vie pendant un grand nombre d'années. En fin d'année, toutefois, la conjoncture était plus hésitante. La balance des paiements continue à poser des problèmes, le déficit s'élevant en 1966 à 1,4 milliard de dollars malgré les pressions pour limiter les investissements à l'étranger.

En Europe, un net ralentissement a été observé en Grande-Bretagne et en Allemagne, mais il a été compensé en bonne partie par la reprise en France et surtout en Italie. Dans tous les pays européens, un coup d'arrêt a dû être donné dans les dernières années à la hausse des prix ou à la dégradation des échanges extérieurs, mais heureusement le décalage entre les évolutions conjoncturelles a évité un entraînement général récessif. Seule la Grande-

Bretagne constitue un point faible persistant pour l'expansion européenne.

Les économies sont trop solidaires désormais pour que des solutions aux problèmes de la balance des paiements des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne ne soient pas trouvées dans le sens de la coopération et du libéralisme.

La conjoncture française

L'économie française a progressé en 1966, mais l'expansion a été modérée comme le ralentissement de la croissance l'avait été en 1965, la production intérieure brute s'accroissant de 5 % contre 4,2 % en 1965. Deux faits expliquent cette modération :

- tout d'abord, la conjoncture extérieure, s'est traduite par un accroissement sensible des importations, notamment de biens d'équipement, et, à partir du milieu de l'année, par un plafonnement des exportations ;
- ensuite, la production agricole, qui avait augmenté sensiblement en 1965, s'est stabilisée en 1966.

La consommation des ménages s'est accrue d'environ 4,5 % contre 3,9 % en 1965, les dépenses supplémentaires étant consacrées pour une bonne part à l'achat de véhicules et d'appareils ménagers ainsi qu'aux loisirs.

La reprise des investissements des entreprises privées a été moins vigoureuse que prévu, les effets du crédit de 10 % ne s'étant pas fait sentir avant la fin de l'année. De leur côté, après une progression très rapide au cours des années précédentes, les sommes investies par les particuliers dans la construction ont marqué un palier.

Dans les deux cas, le problème à régler est celui du financement des investissements.

Les ressources internes des entreprises n'ont pas suivi le développement des investissements depuis 1959, le taux d'autofinancement tombant d'environ 80 % à environ 60 % en 1966.

Les entreprises ont recouru plus largement depuis quelques années, à des crédits bancaires à court et à moyen terme, mais ce type d'endettement a des limites. A juste titre, le V^e Plan a inscrit comme objectifs un taux d'autofinancement de 70 % et une augmentation de l'ordre de 15 % par an de l'épargne investie en valeurs mobilières. On comprend, dans ces conditions, les mesures fiscales prises en faveur des obligations et des actions. Celles-ci n'ont pas eu encore beaucoup d'effet en 1966, la stagnation de la Bourse se poursuivant.

De toutes façons, il faudra utiliser de plus en plus pour le financement à long terme les ressources déposées à court terme par les particuliers. Dans cet esprit, un certain nombre de réformes sont intervenues en 1966 pour encourager le maintien de sommes importantes dans des comptes d'épargne et faciliter ainsi les prêts bancaires à long terme nécessaires au financement des investissements productifs et de la construction de logements.

La stabilité relative des prix réalisés en 1965 a pu être maintenue, l'indice des prix de détail (258 articles, France entière) ne progressant que de 2,6 % en moyenne d'année. Le blocage des prix a été desserré mais avec des précautions telles que la signature de contrats de stabilité ou de programme entre les professions et les Pouvoirs Publics. La hausse des salaires horaires s'est établie pour l'année à 6 % environ comme en 1965. La pénurie de main-d'œuvre a été moins vive, certains foyers de chômage se développant même, en raison de l'arrivée de classes nombreuses sur le marché du travail, de la rapidité des progrès de productivité, enfin de la conjoncture défavorable de branches employant une nombreuse main-d'œuvre.

En plus des mines de charbon et de fer et de la construction navale, deux branches importantes ont en effet plafonné : le bâtiment, et la sidérurgie qui opère actuellement avec l'aide des Pouvoirs Publics une vaste opération de regroupement et de modernisation.

L'énergie et le pétrole dans le monde

L'industrie pétrolière mondiale a satisfait facilement en 1966 un accroissement de la consommation de 8,5 % soit 130 millions de tonnes. Elle a constitué également d'amples réserves pour l'avenir, les réserves prouvées augmentant de plus de 5 milliards de tonnes et représentant plus de 30 années de la production annuelle qui s'est élevée à 1 630 millions en 1966.

L'augmentation des réserves prouvées qui atteignent maintenant 55 milliards de tonnes a été réalisée essentiellement au Moyen-Orient et en Afrique (Libye, Nigéria). Au déploiement géographique des recherches s'ajoute la prospection du plateau continental. Le continent américain a maintenu sa part relative, tant en ce qui concerne les Etats-Unis que le Canada, ce dernier pays apparaissant de plus en plus comme extrêmement prometteur.

Cette évolution rend les pays européens beaucoup moins vulnérables à l'interruption d'une source quelconque d'approvisionnement.

Les sociétés pétrolières ont activement développé en même temps la recherche d'hydrocarbures gazeux. En Europe notamment, les perspectives de disponibilité en gaz naturel prennent chaque jour une plus grande dimension, les découvertes en Mer du Nord succédant à celles du Sahara et des Pays-Bas et les ressources françaises en Aquitaine s'accroissant. Le gaz naturel devrait représenter en 1970 au moins 8 % de la consommation d'énergie de la Communauté Economique Européenne au lieu de 4 % en 1965.

L'effort gigantesque réalisé sur le plan des quantités s'accompagne de recherches visant à améliorer la qualité des produits et à trouver de nouveaux débouchés. Les travaux de l'association Esso-Noxide dans le domaine de la fabrication des protéines alimentaires doivent être men-

liées à cet égard et s'inscrivent dans le cadre de l'effort de diversification poursuivi dans de nombreux domaines par l'ensemble de l'industrie pétrolière.

L'énergie et le pétrole en France

La capacité de raffinage française s'est accrue de 11 % en 1966, soit 7,7 millions de tonnes, portant ainsi à 78 millions de tonnes la capacité totale des 19 usines en service. Cet accroissement a été réalisé par des extensions dans les raffineries de Port-Couronne (Shell), Port-Jérôme (Esso) et de Donges (Antar), ainsi que par la construction d'une nouvelle raffinerie par le groupe ERAP (U.G.P.) à Grandpuits dans la région parisienne.

La tendance consistant à construire les nouvelles raffineries à l'intérieur afin de se rapprocher des lieux de consommation et de réduire les frais de transport des produits finis, se manifeste par les implantations annoncées à Porcheville (ERAP), Valenciennes (Antar), Vernon (B.P.) ainsi que par le projet auquel Esso Standard est associé en Lorraine.

La consommation de produits pétroliers sur le marché intérieur a passé le cap des 50 millions de tonnes s'accroissant ainsi de 7,4 %. Il faut toutefois remarquer que ce taux d'accroissement est sensiblement plus faible que celui de 1965 : 12 %. Les raisons du ralentissement relèvent à la fois de l'évolution de la consommation d'énergie et de facteurs particuliers au pétrole.

La consommation d'énergie ne s'est accrue que de 1,3 %. Sans doute la température a-t-elle été supérieure à la normale, mais, même après correction pour en tenir compte, l'accroissement ne dépasse pas 3 %, comme l'année précédente, qui était elle-même un peu en retrait sur la cadence habituelle de 4 % par an. En effet, les industries qui consomment beaucoup d'énergie ont en 1966 plafonné, comme la sidérurgie, ou ralenti leur croissance, comme les industries du ciment et de la verrerie à la suite de la conjoncture médiocre du bâtiment. Le fait que le nombre de logements achetés n'a pas augmenté en 1966 et qu'un certain nombre n'a pu trouver acquéreur a contribué d'ailleurs directement à freiner la croissance de la consommation d'énergie.

D'autre part, des progrès techniques particulièrement importants ont réduit les consommations unitaires, notamment dans la sidérurgie, les centrales thermiques et les transports ferroviaires.

Tous ces facteurs peuvent être invoqués pour expliquer le ralentissement constaté dans l'expansion du pétrole. De plus, l'hydraulique a été exceptionnellement bonne, ce qui a réduit les ventes aux centrales thermiques. Les produits pétroliers ont continué cependant d'augmenter leur part dans l'énergie consommée, cette part dépassant désormais celle du charbon, en s'établissant à 42,5 % en 1966.

Relations sociales

Effectifs et rémunérations

Le développement des activités d'Esso Standard S.A.F. a été assuré avec un effectif total qui n'a sensiblement pas changé au cours de l'exercice 1966 : en effet, il était de 6 297 personnes à fin 1965 et de 6 286 à fin 1966. Les mouvements de personnel sont demeurés de faible amplitude. Le nombre total de départs (retraite et autres raisons) s'est élevé à 281. La rémunération et l'ensemble des dépenses sociales ont représenté un montant de F 208 477 000.

Formation et perfectionnement

Les efforts de formation continue du personnel à tous les niveaux hiérarchiques et dans toutes les branches d'activités ont été poursuivis. Il en résulte une modification sensible de l'importance relative des différentes catégories professionnelles du personnel de la Société, comme indiqué par les tableaux ci-contre. Sur le premier tableau, la distinction entre employés et techniciens n'a été faite qu'à partir de 1961. Les effectifs des techniciens ont presque doublé en cinq ans et progresseront probablement encore dans le futur. La recherche d'une qualification plus élevée rendue plus nécessaire chaque jour a également modifié sensiblement la composition interne du groupe ouvrier. Le deuxième tableau fait apparaître l'augmentation importante du personnel qualifié et hautement qualifié, alors que l'effectif des manœuvres a diminué des deux tiers en quinze ans.

Sécurité et prévention des accidents

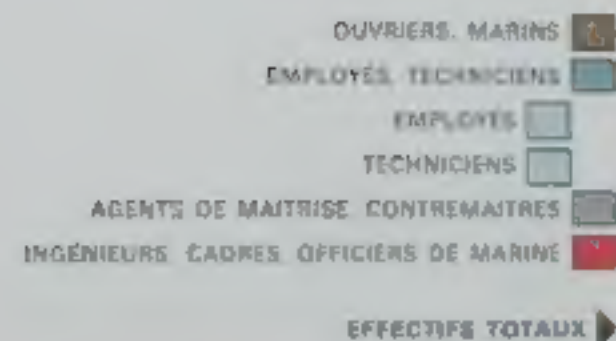
En 1966, le nombre d'accidents du travail enregistrés a été légèrement supérieur à celui de l'exercice précédent. Tous les services de la Société restent vigilants en matière de prévention des accidents et portent une attention soutenue tant aux mesures techniques qu'à l'éducation du personnel. C'est ainsi qu'au cours de 1966, aucun accident n'a été constaté à la raffinerie de Fos et à l'usine de Port-Saint-Louis-du-Rhône, pour la deuxième année consécutive. Dans le cadre du concours organisé entre les raffineries européennes du Groupe Esso, une distinction spéciale a été décernée à la raffinerie de Fos en raison des excellents résultats obtenus.

Le personnel du Centre de Recherche de Mont-Saint-Aignan a terminé sa quatrième année sans accident du travail.

évolution de la répartition du personnel

DESSO STANDARD S.A.F.

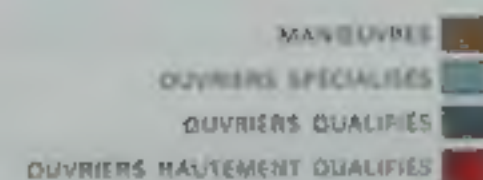
(en %)



évolution du personnel de la catégorie ouvriers

DESSO STANDARD S.A.F.

(en %)



Exploration et production

Domaine minier

L'année 1966 a été marquée, tout d'abord, par l'expiration, le 20 février, du permis des Landes sur lequel Esso REP avait concentré la majeure partie de ses activités, depuis plus de dix ans. De ce très important permis, Esso REP n'a conservé que les périmètres de concession des gisements découverts (Parentis, Mothes, Cazaux, Lugos, Mimizan, Lavergne, Lucats-Cabell).

Par contre, Esso REP s'est vu attribuer, en 1966, trois nouveaux permis de recherches :

- le permis du Haut-Rhône, situé au pied des Alpes entre Grenoble et la rive méridionale du Lac Léman;
 - le permis de Saint-Gilles, recouvrant une large part de l'ancien permis de Camargue sur lequel Esso REP avait travaillé en association avec C.E.P.;
 - le permis de Rébénacq, situé au Sud de Pau.
- L'octroi des titres miniers n'a pas été subordonné à la conclusion de contrats d'association avec d'autres sociétés de recherches. D'autres modifications de moindre importance ont affecté le domaine minier d'Esso REP en 1966 :

- la renonciation au permis d'Armentières, prenant officiellement effet au 15 avril 1967;
- la mise au quadrillage du permis de Landes-Atlantique par adjonction, à l'est, de surfaces prélevées sur l'ancien permis des Landes.

Compte tenu de toutes ces modifications, l'activité d'Esso REP s'exerçait à la fin de l'exercice 1966, directement ou en association, sur douze permis de recherches se répartissant géographiquement comme ci-dessus.

Quatre demandes de permis de recherches sont en cours d'examen; elles portent sur une superficie globale de 6 103 kilomètres carrés et concernent principalement :

- le sous-sol de la mer, au large des côtes charentaises et girondines (demande de la Courbe);
- le bassin d'Arcachon (Lège);
- la région d'Aquitaine-Sud où il s'agit de concentrer les activités de la Société dans un ensemble continu de périmètres (Basse Navarre et extension de Mauléon).

Trois de ces dernières se trouvent en concurrence avec des demandes émanant d'autres sociétés de recherches.

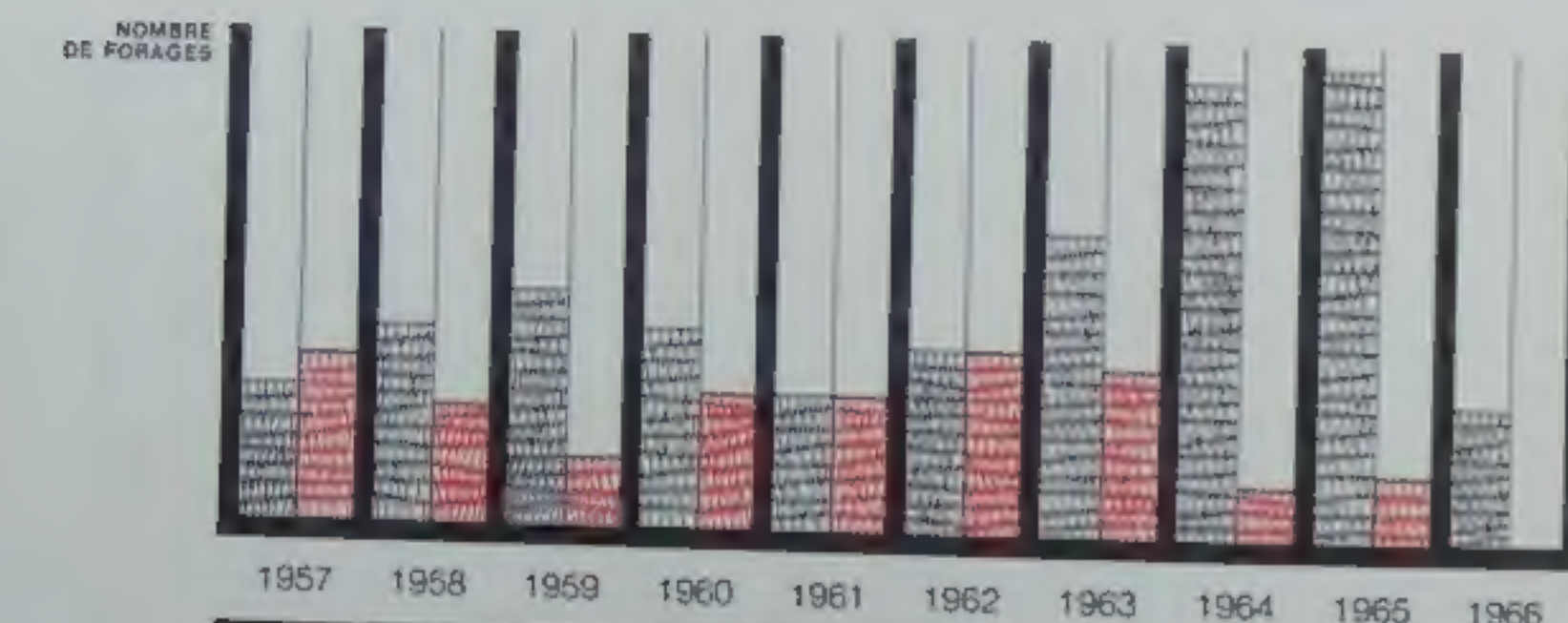
Exploration - Exploration

Les statistiques ci-contre font apparaître, pour l'exercice 1966, une diminution très sensible de l'activité de forage d'Esso REP. Deux facteurs principaux en fournissent l'explication :

forages terminés et profondeurs forées

NOMBRE DE FORAGES		TOTAL DES MÈTRES FORÉS		
EXPLORATION*	EXPLOITATION	EXPLORATION*	EXPLOITATION	
8	10	20 780	22 038	1957
12	7	28 034	18 225	1958
14	4	37 744	7 289	1959
12	8	26 731	24 784	1960
8	9	28 238	27 153	1961
11	11	48 569	27 013	1962
18	10	88 958	25 340	1963
27	3	84 473	30 868	1964
28	4	75 240	9 276	1965
9	—	25 244	—	1966

* y compris les forages d'extension



production nette de pétrole brut PAR ESSO REP

	tonnes	1965	1966
PARENTIS		1 369 819	1 369 290
CAZAU		618 639	643 226
LAVERGNE - LA TISTE		102 614	125 764
MACHES		185 804	59 898
MINTAN NORD		33 854	52 379
CARTEL		22 378	21 955
LUSOS		27 612	24 764
LUCAIS		2 082	7 326
OVERO		130	1 242
TOTAL		2 344 806	2 329 641

- l'absence de nouvelles découvertes, se conjuguant avec l'achèvement des travaux de mise en production des champs existants, a entraîné la disparition complète des forages de développement qui, en 1964 et 1965, représentaient encore un effort de l'ordre de 10 000 mètres forés annuels;
 - l'expiration de validité du permis des Landes a conduit Esso REP à orienter son programme d'exploration vers de nouvelles zones d'opérations (Golfe de Gascogne - Aquitaine Sud - Haut-Rhône) pour lesquelles les coûts de prospection sont beaucoup plus élevés que dans les secteurs antérieurement explorés; les sommes que la Société peut consacrer annuellement à l'exploration étant relativement constantes, un accroissement des coûts opérationnels entraîne ipso facto une réduction d'activités sur le terrain.
- La remarque ci-dessus s'applique particulièrement au programme de prospection en mer pour lequel l'importance des moyens mis en œuvre (plateforme de forage - navires aviateurs - hélicoptères - équipements spéciaux) conduit à multiplier par quatre ou cinq les coûts de forage à terre; une journée d'utilisation de la plateforme « Neptune-Gascogne » représente actuellement une dépense de l'ordre de F 120 000. Mais, même en ce qui concerne les opérations à terre, il est à remarquer que les nouveaux secteurs d'activités (Aquitaine Sud - Haut-Rhône) se situent dans des régions géologiquement compliquées où les objectifs se trouvent à de grandes profondeurs, ce qui a pour résultat de majorer sensiblement les coûts de forage.

Par ailleurs, les travaux d'exploration s'effectuent souvent sur des permis récemment attribués d'où une prédominance normale des travaux de reconnaissance géologique et géophysique sur l'activité de forage proprement dite.

Géologie : les travaux de géologie sur le terrain ont concerné les deux périmètres de Mauléon-Tardets et du Haut-Rhône.

Géophysique : dans le domaine de la prospection aéromagnétique, environ 1 000 kilomètres de profils ont été levés sur le périmètre du Haut-Rhône. Il a été fait appel pour cela à un nouveau magnétomètre de conception et de fabrication françaises d'une sensibilité beaucoup plus élevée que celle des appareils usuellement utilisés jusqu'ici. En ce qui concerne la prospection sismique, 490 kilomètres de profils ont été tirés au cours de l'année sur les différents périmètres, Mauléon, Thèze, Haut-Rhône, Salies.

Esso REP avait foré 95 441 mètres en 1964 et 84 515 mètres en 1965.

Au 31 décembre 1966, 2 puits d'exploration étaient en cours de forage. En outre, Esso REP a été intéressé pour moitié dans 8 276 mètres de forage d'exploration exécutés par ses associés, dont 1 080 mètres par l'E.R.A.P. et 7 196 mètres par la S.N.P.A.

Trois forages d'exploration : Antares 1, Orion 1 et Antares 2 ont été entrepris en mer, durant l'année 1966, sur le permis de Landes-Atlantique. Le puits d'Orion 1, implanté au large de Cazaux, s'est révélé sec; les puits d'Antares 1 et 2, implantés au large de Parentis, ont mis en évidence la présence d'hydrocarbures dans la structure, mais par

permis de recherches

désignation des permis	superficie (km ²)	localisation géographique
LANDES-ATLANTIQUE	1 937	GOLFE DE GASCOGNE
BÉARN, MAULÉON, RÉBÉNACQ, NAY, SAINT-PALAIS, HÔPITAL-SAINT-BLAISE	1 934	AQUITAINE-SUD
SAINT-MAMERT DU GARD, BEZIERS, SAINT-GILLES, CEVENNES	2 387	LANGUEDOC
HAUT-RHÔNE	4 260	ALPES
TOTAL	10 508	

forages effectués par ESSO REP à titre d'opérateur

nature	nombre de puits terminés	profondeurs forées	résultats
EXPLORATION	7	22 381 mètres	STERILES
EXTENSION	1	2 863 mètres	PRODUCTEUR
TOTAL	8	25 244 mètres	

contre, n'ont pas donné la preuve de l'existence de roches-réservoirs pouvant assurer la rentabilité d'une exploitation en mer par plus de 40 mètres de fond. L'exploration du permis se poursuit actuellement, à l'aide de la seule plateforme Neptune-Gascogne, en vue d'une part d'apprécier les possibilités pétrolières d'autres structures situées soit au large de Mimizan, soit au large de Levens, et de préciser l'intérêt des indices décelés sur la structure d'Antares.

Le pétrole brut a été traité en totalité à la raffinerie Esso de Bordeaux.

En outre, il a été livré à la Société Nationale des Gaz du Sud-Ouest (S.N.G.S.O.) 3 375 895 mètres cubes de gaz naturel extraits du pétrole produit.

Approvisionnement et transports

Achats de pétrole brut

Esso Standard S.A.F. a acheté un total de 8 854 000 tonnes de pétrole brut en 1966. Les approvisionnements destinés aux raffineries Esso représentent une augmentation de 1 380 000 tonnes, soit 18,6 % par rapport aux mêmes approvisionnements de 1965.

La part des bruts provenant de la zone franc s'est élevée à 4 006 000 tonnes, soit 45,3 % du total des achats (contre 52,2 % en 1965). Elle comprend 2 340 000 tonnes de bruts d'Esso REP, c'est-à-dire pratiquement la même quantité qu'en 1965, et 1 666 000 tonnes de pétroles bruts sahariens (contre 1 652 000 tonnes en 1965).

Les pétroles bruts importés de l'étranger se sont élevés à 4 848 000 tonnes, soit 54,7 % du total des achats, en augmentation de 1 155 000 tonnes sur 1965. La répartition par origines est indiquée dans le tableau ci-contre.

Importations et exportations de produits finis

Les importations de produits finis ont été d'environ 58 000 tonnes en 1966. Comme les années précédentes, elles ont surtout consisté en essences aviation, coupes destinées à la fabrication d'huiles spéciales, produits d'addition et gaz liquéfiés.

Les exportations de produits finis se sont élevées à environ 1 000 000 de tonnes, auxquelles il y a lieu d'ajouter : 201 000 tonnes de fuel destinées aux soutes des navires étrangers ayant relâché dans les ports français, 188 000 tonnes de carburateur pour l'avitaillement des avions de compagnies aériennes étrangères sur les aéroports français et 38 000 tonnes de lubrifiants et bitumes destinés à l'Afrique du Nord.

Transports maritimes

La composition de la flotte de long-courriers de la société n'a pas varié au cours de l'année 1966. L'augmentation du port en lourd des navires en conformité avec les dispositions de la Convention de Londres sur les lignes de charge a permis, peu avant la fin de l'exercice, d'accroître d'environ 5 % la capacité de transport de la flotte de la Société sans investissement supplémentaire. Le plein effet de cette mesure se fera sentir dès l'exercice 1967.

Le tonnage de pétrole brut et de produits finis transportés par navires long-courriers a atteint 8 013 000 tonnes, soit une progression d'environ 10 % sur l'année précédente. Ce tonnage se répartit en 6 550 000 tonnes correspondant aux besoins propres d'Esso Standard S.A.F., et 1 463 000 tonnes pour d'autres sociétés du Groupe dans le cadre des échanges qui assurent une meilleure utilisation de la flotte et une plus grande souplesse dans la couverture des besoins d'Esso Standard S.A.F.

En attendant la livraison, prévue pour 1968, d'un super-pétrolier de 192 500 tonnes métriques de port en lourd, commandé en mars 1966, la Société a conclu l'affrètement à temps d'un navire de 90 000 tonnes pour faire face à l'accroissement des besoins.

La couverture des besoins prévus et la nécessité d'abaisser les prix de revient dans un domaine aussi concurrentiel que celui des transports maritimes, conduit Esso Standard S.A.F. à utiliser les plus grands navires pouvant être déchargés dans les ports français.

Approvisionnement du marché intérieur

Le marché intérieur a été ravitaillé, directement ou par échanges, à partir des raffineries Esso de Port-Jérôme, Bordeaux et Fos-sur-Mer, cette dernière raffinerie ayant

approvisionnements en pétrole brut

approvisionnements en pétrole brut		1964		1965		1966	
	provenance	tonnes	%	tonnes	%	tonnes	%
ZONE FRANC	METROPOLE	2 161 658	28,1	2 341 882	30,3	2 348 444	28,4
	SAHARA	1 736 346	22,4	1 652 291	21,4	1 666 232	18,9
	GABON	18 791	0,3	38 948	0,5	—	—
	TOTAL	3 916 795	52,8	4 033 121	52,2	4 014 676	47,3
IMPORTATIONS	MOYEN-ORIENT	1 932 786	17,8	1 422 423	16,8	1 676 517	18,9
	VENEZUELA	883 170	13,0	1 007 811	12,1	877 660	9,9
	LIBYE	1 216 983	16,5	1 262 177	16,3	2 127 791	24,0
	NIGERIA	—	—	—	—	166 829	1,9
	TOTAL	3 501 939	47,2	3 692 411	47,6	4 647 787	54,7
TOTAL DES ACHATS		7 418 734	100	7 725 532	100	8 662 463	100
dont : PÉTROLE BRUT CÉDÉ À D'AUTRES RAFFINERIES		738 887		318 183		70 817	
PÉTROLE BRUT POUR RAFFINAGE ESSO (jusqu'à fin août 1966)		4 880 786		7 403 349		8 783 790	

(1) Les chiffres ci-dessus ne comprennent pas les quantités sumées de pétrole brut existantes dans les raffineries Esso pour raffinage pour le compte de tiers : 242 789 tonnes métriques en 1964, 242 484 tonnes métriques en 1965, 184 348 tonnes métriques en 1966.

(2) Les tonnages reçus dans le cadre des échanges de leur conduite par des raffineries raffinées figurent dans le total des achats. Les quantités sumées sont incluses dans le rubrique « Pétrole brut cédé à d'autres raffineries ».

transports de produits finis

		1964	1965	1966
moyens de transport	tonnes	%	tonnes	%
PIPELINE	838 926	17,7	987 954	17,8
VOIE FLUVIALE	1 037 979	23,0	1 401 258	25,4
VOIE FERRÉE	1 875 830	36,3	1 848 728	33,8
ROUTE	1 185 275	25,0	1 287 400	23,1
TOTAL	4 737 798	100	5 506 340	100

Les transports intérieurs ont porté sur un tonnage de 5 564 000 tonnes. La répartition de ce tonnage par moyens de transport est indiquée dans le tableau de la page 20.

Transports intérieurs

Les transports intérieurs ont porté sur un tonnage de 5 564 000 tonnes. La répartition de ce tonnage par moyens de transport est indiquée dans le tableau de la page 20.

Les transports intérieurs ont porté sur un tonnage de 5 564 000 tonnes. La répartition de ce tonnage par moyens de transport est indiquée dans le tableau de la page 20.

Les transports intérieurs ont porté sur un tonnage de 5 564 000 tonnes. La répartition de ce tonnage par moyens de transport est indiquée dans le tableau de la page 20.

Tarifs de transports

Les tarifs de transports ont été augmentés de 5,22 %. Les prix des transports routiers sont restés stables.

Achats de matériel

Les achats de matériel ont porté sur un tonnage de 5 564 000 tonnes. La répartition de ce tonnage par moyens de transport est indiquée dans le tableau de la page 20.

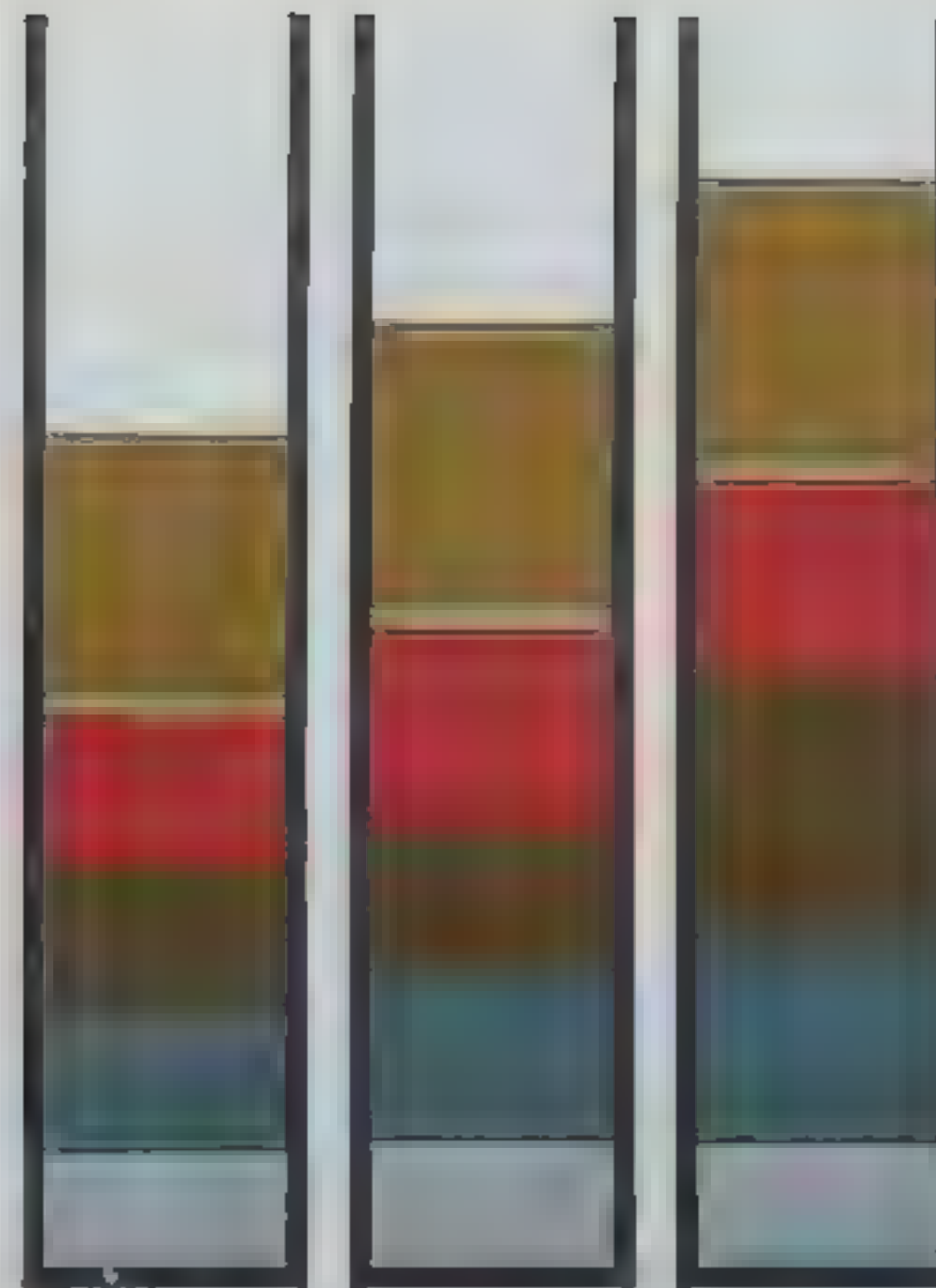
Raffinage

Le raffinage a porté sur un tonnage de 5 564 000 tonnes. La répartition de ce tonnage par moyens de transport est indiquée dans le tableau de la page 20.

Raffinerie de Port-Jerome

Dans le cadre de la 1^{re} édition géographique, les raffineries ont porté sur un tonnage de 5 564 000 tonnes. La répartition de ce tonnage par moyens de transport est indiquée dans le tableau de la page 20.

petrole brut traite DANS LES RAFFINERIES DE PORT-JEROME BORDEAUX ET FOS*



- Landes (ESSO)
- Bassin Parisien
- Sahara
- Gabon
- Lorraine
- Mont-Créteil
- Venezuela
- Nigeria

1964	1965	1966
tonnes	tonnes	tonnes
1 104 78	2 267 634	2 176 637
164 757	171 97	184 346
109 652	1 541 180	1 568 757
18 803	36 948	
3 381 490	4 016 953	3 985 735
1 143 601	1 152 475	2 098 577
91 337	394 544	1 661 610
140 154	114 42	876 03
		93 088
3 281 101	3 561 761	4 737 172
6 662 591	7 578 774	8 717 07

TOTAL

TOTAL

TOTAL BRUT TRAITE

grâce au climat de sympathie qui s'est maintenu autour du Tigre Esso la clientèle ayant tout particulièrement apprécié la qualité de notre supercarburant.

En 1965, les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964.

Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964.

Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964.

Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964.

Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964.

Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964.

Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964.

Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964.

Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964.

Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964.

Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964.

Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964.

Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964.

Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964.

Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964.

Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'exercice 1964.

d'augmenter sa production d'électricité d'origine thermique. Les ventes de lubrifiants sur le marché intérieur ont augmenté de 8 %.

Les ventes de Esso Standard S A F ont augmenté de 2,4 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes de Esso Standard S A F ont augmenté de 2,4 % par rapport à l'exercice 1964.

Les ventes de Esso Standard S A F ont augmenté de 2,4 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes de Esso Standard S A F ont augmenté de 2,4 % par rapport à l'exercice 1964.

Les ventes de Esso Standard S A F ont augmenté de 2,4 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes de Esso Standard S A F ont augmenté de 2,4 % par rapport à l'exercice 1964.

Les ventes de Esso Standard S A F ont augmenté de 2,4 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes de Esso Standard S A F ont augmenté de 2,4 % par rapport à l'exercice 1964.

Les ventes de Esso Standard S A F ont augmenté de 2,4 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes de Esso Standard S A F ont augmenté de 2,4 % par rapport à l'exercice 1964.

Les ventes de Esso Standard S A F ont augmenté de 2,4 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes de Esso Standard S A F ont augmenté de 2,4 % par rapport à l'exercice 1964.

Les ventes de Esso Standard S A F ont augmenté de 2,4 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes de Esso Standard S A F ont augmenté de 2,4 % par rapport à l'exercice 1964.

Les ventes de Esso Standard S A F ont augmenté de 2,4 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes de Esso Standard S A F ont augmenté de 2,4 % par rapport à l'exercice 1964.

Les ventes de Esso Standard S A F ont augmenté de 2,4 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes de Esso Standard S A F ont augmenté de 2,4 % par rapport à l'exercice 1964.

Les ventes de Esso Standard S A F ont augmenté de 2,4 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes de Esso Standard S A F ont augmenté de 2,4 % par rapport à l'exercice 1964.

Les ventes de Esso Standard S A F ont augmenté de 2,4 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes de Esso Standard S A F ont augmenté de 2,4 % par rapport à l'exercice 1964.

Les ventes de Esso Standard S A F ont augmenté de 2,4 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes de Esso Standard S A F ont augmenté de 2,4 % par rapport à l'exercice 1964.

Les ventes de Esso Standard S A F ont augmenté de 2,4 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes de Esso Standard S A F ont augmenté de 2,4 % par rapport à l'exercice 1964.

Les ventes de Esso Standard S A F ont augmenté de 2,4 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes de Esso Standard S A F ont augmenté de 2,4 % par rapport à l'exercice 1964.

Les ventes de Esso Standard S A F ont augmenté de 2,4 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes de Esso Standard S A F ont augmenté de 2,4 % par rapport à l'exercice 1964.

Les ventes de Esso Standard S A F ont augmenté de 2,4 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes de Esso Standard S A F ont augmenté de 2,4 % par rapport à l'exercice 1964.

Les ventes de Esso Standard S A F ont augmenté de 2,4 % par rapport à l'exercice 1964. Les ventes de Esso Standard S A F ont augmenté de 2,4 % par rapport à l'exercice 1964.

L'exercice 1966 a connu des résultats et une situation financière à court terme comparables à ceux de l'an dernier. L'augmentation sensible des investissements a toutefois rendu nécessaire l'appel à de nouveaux fonds d'emprunts, malgré une progression notable des ressources internes de financement.

LES INVESTISSEMENTS ET LES MOYENS DE FINANCEMENT

A - Les investissements

1 IMMOBILISATIONS

Les immobilisations ont augmenté de 48 % au titre de l'exercice 1966 par rapport à l'exercice 1965.

Les immobilisations ont augmenté de 48 % au titre de l'exercice 1966 par rapport à l'exercice 1965.

investissements

Millions de francs

	1964	1965	1966
RAFFINAGE LABORATOIRES	104,2	124,6	247,4
TRANSPORTS MARITIMES	1,9	1,2	1,2
ADMINISTRATIF	0,7	2,3	1,3
TOTAL	106,8	128,1	250,0

Raffinage laboratoires et Petrochimie

En 1966, les investissements ont augmenté de 48 % au titre de l'exercice 1966 par rapport à l'exercice 1965. Les immobilisations consacrées à ces activités ont été de 247,4 millions de francs, contre 124,6 millions de francs en 1965. Les dépenses ont porté essentiellement sur la modernisation de la Raffinerie de Port-Jérôme, ou une nouvelle unité de distillation a été mise en service à la fin de l'année, et sur des travaux afférents à la construction d'une installation de craquage à la vapeur (steam cracking) et d'une unité d'acides sulfoniques.

Distribution et Transports intérieurs

Tout en restant relativement stables en valeur, les dépenses d'investissements ont représenté 18 % du total, contre 30 % en 1965. Elles concernent principalement l'augmentation et la modernisation des moyens de stockage et de distribution.

Autres activités Transports intérieurs Administratif
Les dépenses de 1966 ont été de 128,1 millions de francs, contre 124,6 millions de francs en 1965. L'augmentation est de 3,2 %.

2 AUTRES VALEURS IMMOBILISÉES

La provision nette de ce poste de F 5,8 millions par rapport à l'exercice 1965 s'explique essentiellement par la différence entre (1) et (2).

(1) L'augmentation des investissements réalisée pour le compte d'Esso Chimie au cours du 4^e trimestre 1966 et qui sont réglables à plus d'un an, soit F 66,8 millions.

(2) L'augmentation des litres de participation pour F 41,2 millions dont F 35 millions résultant de l'augmentation de capital de la Société C.I.C.O.D.E. (Société Civile Immobilière).

La provision nette de ce poste de F 5,8 millions par rapport à l'exercice 1965 s'explique essentiellement par la différence entre (1) et (2).

La provision nette de ce poste de F 5,8 millions par rapport à l'exercice 1965 s'explique essentiellement par la différence entre (1) et (2).

La provision nette de ce poste de F 5,8 millions par rapport à l'exercice 1965 s'explique essentiellement par la différence entre (1) et (2).

La provision nette de ce poste de F 5,8 millions par rapport à l'exercice 1965 s'explique essentiellement par la différence entre (1) et (2).

La provision nette de ce poste de F 5,8 millions par rapport à l'exercice 1965 s'explique essentiellement par la différence entre (1) et (2).

La provision nette de ce poste de F 5,8 millions par rapport à l'exercice 1965 s'explique essentiellement par la différence entre (1) et (2).

La provision nette de ce poste de F 5,8 millions par rapport à l'exercice 1965 s'explique essentiellement par la différence entre (1) et (2).

La provision nette de ce poste de F 5,8 millions par rapport à l'exercice 1965 s'explique essentiellement par la différence entre (1) et (2).

La provision nette de ce poste de F 5,8 millions par rapport à l'exercice 1965 s'explique essentiellement par la différence entre (1) et (2).

La provision nette de ce poste de F 5,8 millions par rapport à l'exercice 1965 s'explique essentiellement par la différence entre (1) et (2).

Year	Number of New Cases
1982	~1,000
1983	~2,000
1984	~3,500
1985	~4,500
1986	~6,000



1. LUBRIFIANTS
 BUTANE PROPANE
 2. PRODUITS CHIMIQUES
 AUTRES PRODUITS
 CHIFFRE D'AFFAIRES COMMERCIAL
 MOINS TAXES
 3. CHIFFRE D'AFFAIRES COMMERCIAL
 TRANSACTIONS COMPENSEES
 4. TOTAL DES VENTES

1962		1963		1964		1965		1966	
millions F	%	millions F	%	millions F	%	millions F	%	millions F	%
392		406	27.6	421.8	27.8	435.7	27.6	443.7	27.6
58.8	4	67.8	4	80.7	4	84.2	4	81.7	4
17.0		4.1		8.4		8.4		8.1	
74.1	5	80.5	5	81.3	5	84.8	5	83.2	5
157.7		145.7	13.6	212.8	14.1	220.8	14.2	261.4	15.7
56.2		5.8	1.5	45.0		47.1		37.4	
47.2	4.4	43.4	7	24.8	4	16.0		100.1	4
170.8	13.0	186.8	13.7	210.4	7	208.3		213.7	
37	4.8	40.0	11	40.6		37.0	4	44.2	
81.0	4	81.3	0	85.5	7	80.8		84.2	
112.0	1.5	141.0	4.8	175.4	5	181.4	1.7	155.4	0.1
47.8	3.6	66.0	3.6	98.8	4.0	44.8	3.0	83.8	3.2
1 310.	11	1 438.8	17.0	1 503.3	10.0	1 562.8	10	1 662.8	14
425.4		550.3		1 895.1		1 873.9		1 962.0	
2 735.7		2 888.1		3 198.4		3 438.5		3 624.8	
487.8		450.3		481.1		481.4		439.8	
46.5		45.8		64.5					
1 209.1		1 509.2		3 744.0		3 917.5		4 064.6	

En raison du transfert des activités produisant des chèques d'Esp. Standard S.A.F. à Esco Clima, avec effet à l'octobre 1966 :

RESSOURCES	UTILISATION
1 B N E L N E T	4 U Y D E R - S P A S
4 A G G R E G A T E S	31 P R A A M S S E M A S C O P P A M S S T O U T A G E
5 G R E A T E R S C P P R O D U C T I O N S	
7777 B I S M U T H I D R O G E N D I E L E C T R I C I T Y A S I N G L E	857 T H A M E N S C R A N C E A D M I M O N E T E R Y V A L U E B L A N K
1 F O N D S D E R O L E M F R Y	
374.6	374.5

2 EMPRUNTS ET DETTES A LONG ET MOYEN TERME

Le rapport à 1965 représente la différence entre pour la quasi totalité par :

- un emprunt obligataire de F 887 millions placé en Suisse
- un prêt de F 20,1 millions de nos actionnaires majoritaires,
- une augmentation de F 25 millions du S.C.A. SOCCABU Société de Carrière et Broyage.

La dette à court terme, pour F 1,1 million, des obligations émisées en 1967

L'endettement à long terme par rapport aux capitaux permanents est ainsi à 21,6 % contre 8,1 % fin 1965.

Le fonds de roulement, qui était de F 30,9 millions à fin 1965, ressort à F 30,8 millions à fin 1966. Le coefficient de liquidité ressort à 1,08 (1,05 à fin 1965). Quant au coefficient de trésorerie, il passe de 0,57 à 0,65.

L'actif courant a augmenté de F 85,6 millions en 1966

La densidad de F. ρ_{F} en el caso de un elemento de
 a variable ρ_{F} en el caso de un elemento de
 densidad ρ_{F} en el caso de un elemento de
 F. 30.8 m. en

L'annuaire de la F.I.D.A.M. est le seul guide officiel
pour connaître les clubs et les joueurs.

analyse financière et coefficients

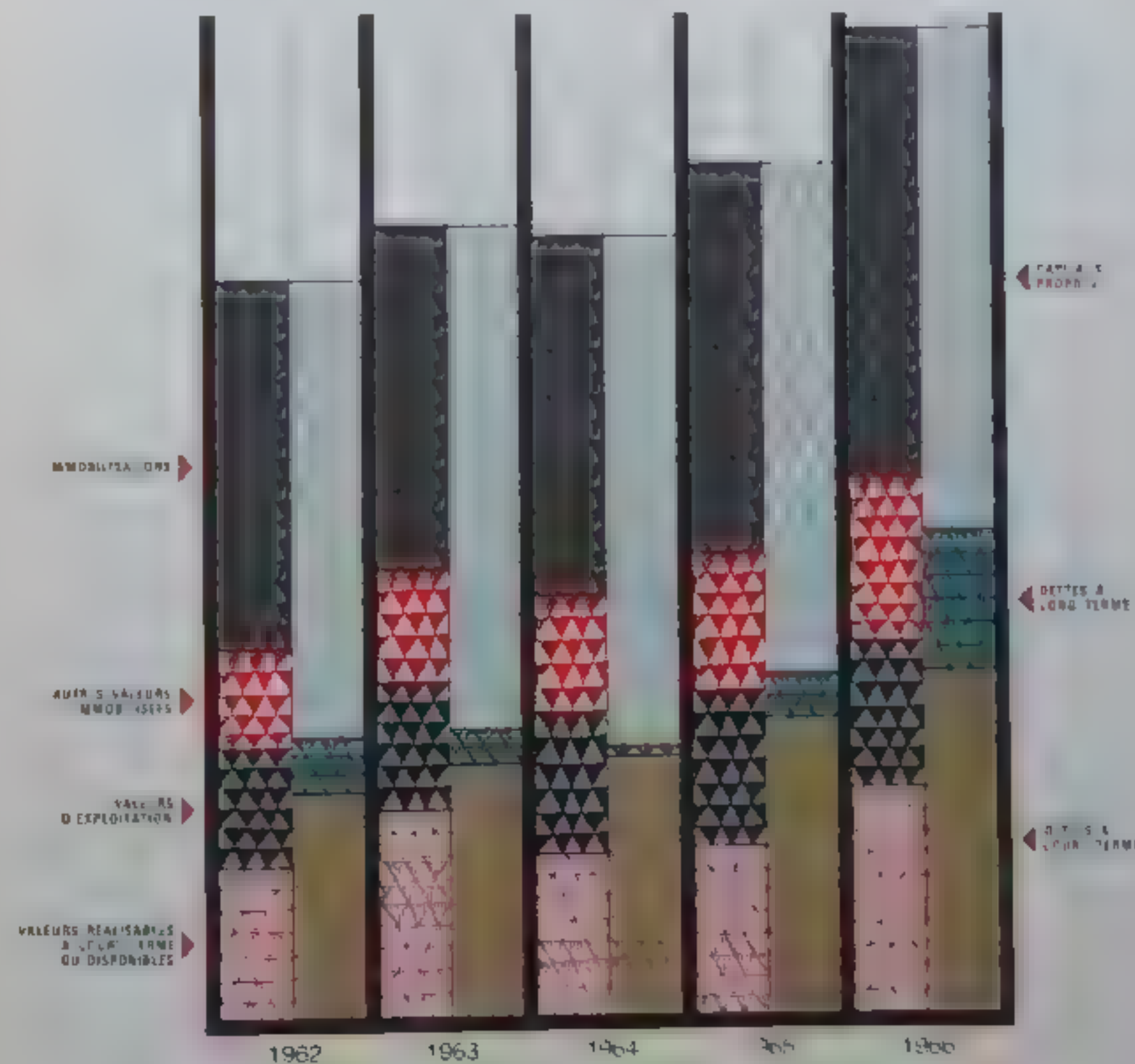
	1962	1963	1964	1965	1966
A					
B	+		+		
C					
D	+		6		
E					
F	1				
G		1			
H	49	25	7		
I	1 343	1 442	1 426	1 559	1 807
J	+	1	4		
K	0	67			
L	+	7	4		
M	1 343	1 442	1 426	1 559	1 807
N		4			
O ¹	2 736	2 989	3 198	3 430	3 621
O ²	1 310	1 439	1 509	1 603	1 863
P	61	75	66	51	52

1	LIQUIDITES	1	1	1	1	1
2	TRESORERIE	67	18	12	14	14
3	SOLVABILITE $\frac{M}{E}$	64	172	104	100	105
4	CAPITAUX CIRCULANTS $\frac{H}{I}$	0 37	1 72	0 38	38	4
5	ROTATION DE L'ACTIF CIRCULANT $\frac{O}{H}$	5 71	5 18	5 97	4 84	5 77
6	FINANCEMENT DE L'ACTIF IMMOBILISE $\frac{J + K + L}{I}$	1 0	7	1 08	1 5	
7	MARGE NETTE TAXES COMPRISES $\frac{100 \times P}{O^1}$	2 23	2 51	2 06	1 50	1 43
7 bis	MARGE NETTE TAXES EXCLUES $\frac{100 \times P}{O^2}$	4 65	5 2	4 37	3 16	3 13
8	RENTABILITE $\frac{100 \times P}{I}$	4 57	5 14	4 51	3 23	2 82

évolution du bilan

ESSO STANDARD S.A.F.
DE 1962 A 1966

	1962	1963	1964	1965	1966	
actif	1 343	1 442	1 426	1 559	1 807	TOTAL DE L'ACTIF
passif	1 343	1 442	1 426	1 559	1 807	TOTAL DU PASSIF



rapport du commissaire aux comptes

— augmentation de F 26,7 millions des créances sur la clientèle,
— diminution de F 12,7 millions des effets à recevoir
— augmentation de F 434 millions des autres créances
— augmentation de F 10,3 millions de TVA
— diminution de F 10,3 millions de TVA
— diminution des dépenses fiscales asséchées sur la fin de l'exercice.
Pour l'exercice 1966, la totalité des sommes de F 3,9 millions représentant l'augmentation des versements à effectuer à moins d'un an pour le paiement du solde des impôts dus au titre de 1966.

B Dettes à court terme

Les dettes à court terme se sont accrues de F 85,7 millions. Les dettes à court terme ont subi une augmentation de F 7,2 millions, due à l'augmentation des dettes sur les marchandises (F 10,3 millions) aux marchandises et autres frais restant à payer en fin d'exercice, et à la diminution des dettes à court terme pour les effets à court terme de F 72,0 millions, dont F 45,4 millions pour les effets à court terme de F 26,5 millions dus aux banques créditrices.

RESULTATS DE L'EXERCICE

L'ensemble des ventes et autres recettes, y compris celles des activités chimiques jusqu'au 30-6-66 atteint F 4 205 millions, contre F 4 038 millions en 1965. Le montant des ventes analysé sur le tableau figurent page 28 pour F 4 065 millions. Les autres recettes des activités chimiques ont été de F 140 millions, contre F 12 millions en 1965. Le chiffre d'affaires commercial par rapport à 1965, un accroissement de 4,1 %. Compte tenu des ventes de Produits Chimiques du 4^e trimestre 1966, le chiffre d'affaires commercial hors taxes a progressé pour sa part de 6,4 %, alors que les tonnages vendus ont augmenté de 14,9 %. Le coût des ventes, ainsi que les frais de fabrication d'exploitation et de gestion, déduction faite des charges imputables à Esso Chimie, se sont élevés à F 4 133 millions soit une augmentation de 3,6 %, par rapport à 1965 (inférieure à celle des quantités traitées et vendues). Les charges de gestion ont augmenté de F 24 millions, contre F 13,9 millions en 1965.

F 24 millions de charges financières, contre F 13,9 millions en 1965.
F 24 millions d'amortissements, contre F 16,8 millions en 1965.
L'activité de la filiale a donné un résultat de F 22,1 millions, contre F 24,1 millions en 1965. Le résultat de l'exercice 1966 est de F 24,1 millions, contre F 22,1 millions en 1965.

dans ce résultat pour F 47,6 millions au lieu de F 42,8 millions pour 1965, si bien que l'exploitation des activités chimiques a donné un résultat de F 24,1 millions. Le compte de Pertes et Profits a enregistré cette année une dotation de F 8,3 millions à la Provision pour fluctuation des cours. Après déduction des impôts sur les bénéfices, le profit net imposable s'est élevé à F 52 millions, contre F 50,7 millions en 1965.

Commentaires sur les sociétés dans lesquelles Esso Standard S.A.F. possède une participation

Société Esso de Recherches et d'Exploitation Pétrolières, Esso Rep

La production de pétrole brut est passée de 2 345 000 tonnes en 1965 à 2 429 000 tonnes en 1966, soit une augmentation de 3,6 %. Le chiffre d'affaires a subi une régression plus importante par suite de l'effacement de la part de vente de pétrole brut intervenant au 1^{er} janvier 1966. Le bénéfice net après impôt passe de F 79,3 millions à F 61,8 millions. La dotation de la provision pour réconstitution des paiements intervenant dans ce résultat pour F 51,8 millions, contre F 56,2 millions en 1965.

Standard Kuhlmann

L'activité de cette société consacrée à la fabrication d'additifs pour le moteur de la voiture et de résines synthétiques s'est traduite par un bénéfice de l'ordre de F 0,3 million. La participation d'Esso Standard S.A.F. dans Standard Kuhlmann sera apportée à la société Esso Chimie.

Monsieur le Commissaire,

Je vous prie d'agréer,

Les vérifications auxquelles j'ai procédé ont été conduites selon les règles habituelles de la profession. Elles ont comporté, outre un examen général des écritures et comptes sociaux, des sondages menés sur divers points particuliers. Toutes les pièces justificatives et explications que j'ai demandées m'ont été fournies. Les résultats de ces vérifications sont consignés dans le rapport que j'ai l'honneur de vous adresser.

Les comptes de résultats arrêtés au 31 décembre 1966 sont présentés sous la même forme que ceux de l'exercice précédent. Il convient, cependant, de signaler que les résultats de l'exercice 1966 ont été arrêtés au 31 décembre 1966, et non au 31 décembre 1965, comme il est indiqué dans les notes annexées au rapport.

A L'ACTIF DU BLAN

— Dans le chapitre « Autres valeurs immobilisées » est apparue une rubrique nouvelle intitulée « Investissements pour compte d'Esso Chimie régionales » à plus d'un an.

Dans le chapitre « Valeurs d'exploitation » a été ajoutée une rubrique nouvelle intitulée « Valeurs d'exploitation » à plus d'un an, correspondant au compte « Valeurs d'exploitation » dans l'attente de leur prise en compte par la Société Esso Chimie.

— Les « Valeurs réalisables à court terme ou disponibles » ont porté sur un nouveau poste « Déductions fiscales pour les impôts sur les bénéfices dus au titre de l'exercice 1966 ».

AU PASSIF

Dans le chapitre « Capital propre et réserves » a été ajoutée une rubrique nouvelle intitulée « Capital propre et réserves ».

Un chapitre nouveau « Provision pour déductions fiscales pour investissements » a été créé, qui correspond au compte « Valeurs d'exploitation » dans l'attente de leur prise en compte par la Société Esso Chimie.

Dans le compte EXPLOITATION GÉNÉRALE, au chapitre « Valeurs réalisables à court terme ou disponibles » a été ajoutée une rubrique nouvelle intitulée « Valeurs réalisables à court terme ou disponibles ».

Enfin, au chapitre « PERTES & PROFITS » a été ajoutée une rubrique nouvelle intitulée « Pertes et profits ».

Il vous appartient de pouvoir ces modifications qui n'appellent pas d'observations particulières.

SITUATION GENERALE

Le rapprochement de la valeur comptable des biens portés à l'actif et des dettes envers les tiers inscrites au passif fait ressortir les écarts suivants entre 1965 et 1966 (en millions de francs) :

	1965	1966
Actif	1 558,9	1 806,7
Dettes	624,4	882,8
	<u>934,5</u>	<u>923,9</u>

	1965	1966
Capital social	595,7	595,7
Reserves	288	276,1
Dettes	887,8	877,8
	<u>507</u>	<u>511</u>
	<u>934,5</u>	<u>923,9</u>

Le rapprochement de la valeur comptable des biens portés à l'actif et des dettes envers les tiers inscrites au passif fait ressortir les écarts suivants entre 1965 et 1966 (en millions de francs) :

	1965	1966
Capital social	595,7	595,7
Reserves	288	276,1
Dettes	887,8	877,8
	<u>507</u>	<u>511</u>
	<u>934,5</u>	<u>923,9</u>

	1965	1966
Capital social	595,7	595,7
Reserves	288	276,1
Dettes	887,8	877,8
	<u>507</u>	<u>511</u>
	<u>934,5</u>	<u>923,9</u>

	1965	1966
Capital social	595,7	595,7
Reserves	288	276,1
Dettes	887,8	877,8
	<u>507</u>	<u>511</u>
	<u>934,5</u>	<u>923,9</u>

MOUVEMENTS FINANCIERS

Les besoins et les ressources de votre Société pour l'exercice 1966 exprimés en millions de francs, peuvent être résumés comme suit :

	1965	1966
Besoins		
Investissements	241,5	
Autres besoins	85,7	
Dettes à court terme	67,4	
	<u>374,6</u>	

	1965	1966
Ressources		
Augmentation		
Bénéfice net	52,1	
Dotation aux réserves	127,8	
Dettes à court terme	2,8	
Augmentation des autres ressources		
	<u>374,4</u>	

D'où une différence de :

qui est en faveur d'un égal montant, le fonds de roulement à fin 1966 pour l'ensemble de 50,8, ainsi qu'il apparaît dans le tableau ci-dessous :

	1965	1966
a. Actif courant	597,8	679,4
a. Dettes à court terme	51,9	619,5
	<u>50,9</u>	<u>50,9</u>

Il s'ensuit que le ratio de liquidité de votre Société se trouve ainsi amélioré, passant de 1,09 à fin 1965 à 1,08.

Les résultats financiers résumés ci-dessus approuvés par l'Assemblée Générale des Actionnaires de votre Société, ont été approuvés par l'Assemblée Générale des Actionnaires de votre Société, le 12 mai 1966.

Les « Autres valeurs mobilières » des « Frais d'amortissement » ont en partie réinvesti en 1966 sur les titres à porteur d'un bon ou d'un 5 pour un montant de 349 millions des valeurs suivantes :

a) Augmentations : Investissements réalisés pour le compte d'Esso Chimie au cours du 4^e trimestre 1966 régaliés à plus d'un an (86,8) — prêts consentis à plus d'un an, notamment à la clientèle et au personnel (1,1) — la participation (41,2) dont 36 millions concernant l'augmentation du capital de la Société Civile Immobilière Courbevoie-Deuxier (C.I.C.O.D.E.) réalisée au cours de la consolidation des avances à long terme précédemment consenties à la S.C.I. pour le solde variation des comptes d'attente à régulariser et divers (6,9) 16,0

b) Diminution nette des créances et avances à long terme, justifiée notamment, par la consolidation des avances consenties à la C.I.C.O.D.E. 30,3

Augmentation nette 85,7

Les dettes aux « Amortissements » de l'exercice (127,8) sont en progression d'environ 11 millions sur l'an dernier.

Les « Dettes à long et moyen terme » marquent, dans leur ensemble, une augmentation sensible de 172,7 millions essentiellement justifiée par la mobilisation du solde de 30 millions de la première tranche d'un crédit à moyen terme obtenu en 1965 plus une nouvelle tranche de 80 millions renouvelée au titre du Crédit National, — par un emprunt obligataire par le S. I. S. (28,7) dont 27,2 millions souscrits par consolidation du crédit sans accélération 1965 — par des baillages souscrits par le S. I. S. accordé par les actionnaires majoritaires (2,1) et par une avance de la Société du Caoutchouc Butyl (25).

Les « Dettes à court terme » marquent globalement, un accroissement net de 85,7 millions provenant :

— d'une part, d'une augmentation de 93,5 concernant notamment les taxes minières et douanes à payer (10,3) les effets à payer (46,4) et banques créditrices (26,6),

— d'autre part, de la diminution des dettes envers les fournisseurs (7,8).

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les ENGAGEMENTS DONNÉS par votre Société s'élevaient, en chiffres arrondis, à 492,5 millions de francs, contre 394,4 millions à fin 1965. Ils s'appliquent à des cautions en douane au titre des crédits d'enlèvement (245,7), à des cautions mutuelles données à des confrères au titre des licences de raffinage et de distribution (40,7) à des garanties relatives à des effets escomptés et non échus (92,9) à des cautions auprès d'organismes de crédit (59,4), aux engagements pris par votre Société concernant des charges complémentaires afférentes à la retraite du personnel actuelles (56,9) à des dossiers litigieux et à diverses cautions (3,4).

Les ENGAGEMENTS REÇUS se chiffrent à 395,4 millions contre 359,2 en 1965.

Les engagements reçus s'appliquent à des cautions en douane au titre des crédits d'enlèvement (245,7), à des cautions mutuelles reçues au titre des licences de raffinage et de distribution (40,7) à des déductions fiscales à exercer à plus d'un an au titre des impositions en 1966 (19,2) et, pour le solde (2,2) principalement à des cautions bancaires en faveur de diverses administrations.

RESULTATS

Les résultats de l'exercice 1966 comparés à ceux de l'exercice précédent, s'analysent comme suit, en millions de francs :

	1965	1966
Ventes (taxes comprises)	3 917,9	4 077,3
BÉNÉFICE avant amortissements et provision technique pour fluctuation de cours des matières premières, et impôt sur sociétés	115,3	145,8
Dividendes nets reçus et produits financiers divers	49,0	54,4
Amortissements	164,3	200,2
Variation de la provision pour fluctuation de cours des matières premières	-116,0	-127,8
Bénéfice avant impôt	3,5	6,9
Impôt sur sociétés	5,0	56,1
BÉNÉFICE NET	0,5	4,0
	50,7	59,1

Le projet de répartition du bénéfice net de 52 078 920,67 francs qui vous est soumis par votre Conseil d'Administration est conforme aux dispositions statutaires et légales.

En conclusion, il résulte des examens auxquels j'ai procédé dans le cadre de la mission que vous m'avez confiée, que le bilan et les comptes de résultats qui vous sont présentés, reflètent fidèlement la situation de votre Société à fin 1966, et qu'ils peuvent recevoir votre approbation.

A VEYRENC

Commissaire aux Comptes
Agrée près la Cour d'Appel de Paris

Paris, le 20 Mai 1967.

PREVU PAR LES ARTICLES 34 ET 40
DE LA LOI DU 24 JUILLET 1867

Miscellaneous Messengers

Votre Conseil d'Administration a porté ses conclusions, à ces diverses conventions du Groupement, sur la situation des points à cause de la situation financière des sociétés après décès de la commune.

b) tous renseignements sur les opérations traitées dans le cadre des conventions antérieurement autorisées.

Les opérations traitées dans ces conditions par ESSO STANDARD S.A.F. avec les sociétés ci-après se résument ainsi :

BANQUE DE PAYS ET DES PAYS-BAS

b) Opérations de banque courantes.
Caution solidaire des prêts obtenus de la Société par votre Société au nom et pour le compte de la Société.

ESSO REP :

a) Avenant au contrat d'achat de pétrole brut des Landuy
b) Achats de pétrole brut,
Frais de services communs débités par ESSO STANDARD S A F et inversement
Location à ESSO REP par ESSO STANDARD S A F, d'un terrain et de réservoirs situés à AMBES
Location à ESSO STANDARD par ESSO REP du pipeline « Parc de stockage - Docks des pétroles d'AMBES »,
Gestion du Parc de stockage d'AMBES par ESSO STANDARD,
Achats et cessions de matériels
Ventes de divers produits
Reprise par ESSO STANDARD, des certificats de transfert de TVA dont ESSO REP est attributaire

SOCIÉTÉ DU CAOUTCHOUC BUTYL (SOCABU) :

a. Avenant à la convention de prêt du 15 octobre 1965 de 15 millions de francs,
Convention concernant un prêt à votre Société de 25 millions de francs, cette convention annulant l'avenant précédent.

b. Opérations courantes de fournisseur à client et inversement ventes et achats de produits ou prestations de services.

STANDARD KUHLMANN

a) Convention concernant un prêt à votre société de 2 millions de francs maximum,
b) Opérations courantes de fournisseur à client et inversement (prestations de services et fournitures de biens produits).

ESSO SAHARIENNE

b) Reconstitution d'un prêt à votre Société de 90 000 F

UNION EUROPÉENNE INDUSTRIELLE ET FINANCIÈRE

b) Opérations de banque courantes
Caution solidaire des prêts obtenus de cette Société au nom et pour le compte de

SOCIÉTÉ DE MANUTENTION DE CARBURANTS AVIATION (S.M.C.A.) :

a) Convention par laquelle votre Société se porte caution solidaire de la S.M.C.A. à l'égard de banquiers prêteurs de la somme d'un en-cours de 15 millions de francs.

AUTRES SOCIÉTÉS :

ARCA-PREMONCONTRÔLE
ATELIERS ET CHANTIERS DE DUNKERQUE ET BORDEAUX - FRANCE GIRONDE
COMPAGNIE INTERNATIONALE DES WAGONS-LITS
COMPAGNIE MARITIME DES CHARGEURS RÉUNIS
COMPTOIR AUXILIAIRE DU PÉTROLE
ENTREPÔTS ET MAGASINS GÉNÉRAUX DE PARIS
KOEHRING-BRISSONNEAU
LA RÉUNION FRANÇAISE
LES CHARGEURS RÉUNIS
LES DOCKS DES PÉTROLES D'AMBES
LIBRAIRIE HACHETTE
NOBEL-BOZEL
RAFFINERIE DE SUCRE DE SAINT-LOUIS
SIMCA-AUTOMOBILES

SCHNEIDER S A
SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTIONS ÉLECTROMÉCANIQUES
JELMONT SCHNEIDER
SOCIÉTÉ D'ÉTUDE DE PROPULSION PAR RÉACTION
SOCIÉTÉ NAVRAISE DE MANUTENTION DE PRODUITS
PÉTROLIERS
SOCIÉTÉ POUR L'INDUSTRIE CHIMIQUE A MULHOUSE-
DORNACH
SOCIÉTÉ DE RECHERCHES ET D'EXPLOITATION DE
PÉTROLE EURAFREP
STEIN ET ROUBAIX
UNION DES TRANSPORTS AÉRIENS (U.T.A.)
DE WENDEL & Cie

2. Operations involving addition and subtraction of vectors of different dimensions are not possible.

CONVENTION ENTRE ESSO STANDARD S A F ET
ESSO CHIMIE

En conséquence de la constitution de la Société ESSO CHIMIE, votre Conseil d'Administration a porté à ma connaissance diverses conventions élaborées en 1967 entre cette société et la vôtre, avec effet rétroactif au 1^{er} octobre 1966. Ces conventions sont destinées à régler les relations entre les deux sociétés dans les domaines administratif, financier, industriel et commercial. Certaines conventions ont déjà été approuvées à la date du présent rapport, elles vous seront exposées en détail dans le rapport spécial concernant l'exercice 1967.

Telles sont les conventions dont j'avais à vous rendre compte en application des articles 34 et 40 de la loi du 24 août 1987. Elles me sont parvenues en dernier lieu le 22 mars 1990.

Par 5 0 20 MA 1054

A VEYRENC

débit

crédit

compte d'exploitation générale

BILAN		COMPTES	
ACTIF	PASSIF	COMPTES	PASSIF
1. Bénéfice	1. Bénéfice	1. Bénéfice	1. Bénéfice
2. Réserve	2. Réserve	2. Réserve	2. Réserve
3. Capital	3. Capital	3. Capital	3. Capital
4. Provisions	4. Provisions	4. Provisions	4. Provisions
5. Autres	5. Autres	5. Autres	5. Autres
6. Total	6. Total	6. Total	6. Total

compte de pertes et profits

SERIES SUR EXERCICES ANTERIEURS		2 007 702.10
FONDS D'AMORTISSEMENT		1 188 357.87
DOTATIONS DE L'EXERCICE AUX COMPTES DE PROVISIONS		5 400 663.19
IMPOTS SUR LES BENEFICES EXERCICE COURANT		2 094 421.00
EXERCICES ANTERIEURS		895 478.89
TOTAL		75 925 148.21

1964		1965		1966		1967		1968		1969		1970		1971		1972		1973		1974		1975		1976		1977		1978		1979		1980		1981		1982		1983		1984		1985		1986		1987		1988		1989		1990		1991		1992		1993		1994		1995		1996		1997		1998		1999		2000		2001		2002		2003		2004		2005		2006		2007		2008		2009		2010		2011		2012		2013		2014		2015		2016		2017		2018		2019		2020		2021		2022		2023		2024		2025		2026		2027		2028		2029		2030		2031		2032		2033		2034		2035		2036		2037		2038		2039		2040		2041		2042		2043		2044		2045		2046		2047		2048		2049		2050		2051		2052		2053		2054		2055		2056		2057		2058		2059		2060		2061		2062		2063		2064		2065		2066		2067		2068		2069		2070		2071		2072		2073		2074		2075		2076		2077		2078		2079		2080		2081		2082		2083		2084		2085		2086		2087		2088		2089		2090		2091		2092		2093		2094		2095		2096		2097		2098		2099		2100																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198	199	200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223	224	225	226	227	228	229	230	231	232	233	234	235	236	237	238	239	240	241	242	243	244	245	246	247	248	249	250	251	252	253	254	255	256	257	258	259	260	261	262	263	264	265	266	267	268	269	270	271	272	273	274	275	276	277	278	279	280	281	282	283	284	285	286	287	288	289	290	291	292	293	294	295	296	297	298	299	300	301	302	303	304	305	306	307	308	309	310	311	312	313	314	315	316	317	318	319	320	321	322	323	324	325	326	327	328	329	330	331	332	333	334	335	336	337	338	339	340	341	342	343	344	345	346	347	348	349	350	351	352	353	354	355	356	357	358	359	360	361	362	363	364	365	366	367	368	369	370	371	372	373	374	375	376	377	378	379	380	381	382	383	384	385	386	387	388	389	390	391	392	393	394	395	396	397	398	399	400	401	402	403	404	405	406	407	408	409	410	411	412	413	414	415	416	417	418	419	420	421	422	423	424	425	426	427	428	429	430	431	432	433	434	435	436	437	438	439	440	441	442	443	444	445	446	447	448	449	450	451	452	453	454	455	456	457	458	459	460	461	462	463	464	465	466	467	468	469	470	471	472	473	474	475	476	477	478	479	480	481	482	483	484	485	486	487	488	489	490	491	492	493	494	495	496	497	498	499	500	501	502	503	504	505	506	507	508	509	510	511	512	513	514	515	516	517	518	519	520	521	522	523	524	525	526	527	528	529	530	531	532	533	534	535	536	537	538	539	540	541	542	543	544	545	546	547	548	549	550	551	552	553	554	555	556	557	558	559	560	561	562	563	564	565	566	567	568	569	570	571	572	573	574	575	576	577	578	579	580	581	582	583	584	585	586	587	588	589	590	591	592	593	594	595	596	597	598	599	600	601	602	603	604	605	606	607	608	609	610	611	612	613	614	615	616	617	618	619	620	621	622	623	624	625	626	627	628	629	630	631	632	633	634	635	636	637	638	639	640	641	642	643	644	645	646	647	648	649	650	651	652	653	654	655	656	657	658	659	660	661	662	663	664	665	666	667	668	669	670	671	672	673	674	675	676	677	678	679	680	681	682	683	684	685	686	687	688	689	690	691	692	693	694	695	696	697	698	699	700	701	702	703	704	705	706	707	708	709	710	711	712	713	714	715	716	717	718	719	720	721	722	723	724	725	726	727	728	729	730	731	732	733	734	735	736	737	738	739	740	741	742	743	744	745	746	747	748	749	750	751	752	753	754	755	756	757	758	759	760	761	762	763	764	765	766	767	768	769	770	771	772	773	774	775	776	777	778	779	780	781	782	783	784	785	786	787	788	789	790	791	792	793	794	795	796	797	798	799	800	801	802	803	804	805	806	807	808	809	810	811	812	813	814	815	816	817	818	819	820	821	822	823	824	825	826	827	828	829	830	831	832	833	834	835	836	837	838	839	840	841	842	843	844	845	846	847	848	849	850	851	852	853	854	855	856	857	858	859	860	861	862	863	864	865	866	867	868	869	870	871	872	873	874	875	876	877	878	879	880	881	882	883	884	885	886	887	888	889	890	891	892	893	894	895	896	897	898	899	900	901	902	903	904	905	906	907	908	909	910	911	912	913	914	915	916	917	918	919	920	921	922	923	924	925	926	927	928	929	930	931	932	933	934	935	936	937	938	939	940	941	942	943	944	945	946	947	948	949	950	951	952	953	954	955	956	957	958	959	960	961	962	963	964	965	966	967	968	969	970	971	972	973	974	975	976	977	978	979	980	981	982	983	984	985	986	987	988	989	990	991	992	993	994	995	996	997	998	999	1000

BENEFICE D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE	72 117 408.64
PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	344 31.24
PROFIT L. 4. 50 648.5	144
TOTAL	75 926 140.25

bilan au 31 décembre 1966

ESSO STANDARD S A F

actif

passif

	Montant brut	Amortissements et Dépréciations et Plus Values	Montant net
FRAIS D'ETABLISSEMENT			
PRIME DE REMBOURSEMENT DES OBLIGATIONS	888 580.00	144 116.80	724 463.10
IMMOBILISATIONS			
TERRAINS	59 487 801.85	192 814.04	59 295 987.81
CONSTRUCTIONS	230 683 785.38	138 276 001.94	102 360 163.42
ET D'INSTALLATION	1 343 118 181.80	608 984 870.77	734 133 311.03
IMMOBILISATIONS INCORPORABLES	2 881 302.00	13 885.00	2 867 417.00
IMMOBILISATIONS EN COURS	142 737 778.89		142 737 778.89
TOTAL	2 070 372 158.84	1 243 585 769.00	826 806 967.84
AUTRES VALEURS IMMOBILISEES			
INVESTISSEMENTS POUR COMPTE D'ESSO CHIMIE			
CREANCES ET AVANCES A LONG TERME	27 435 850.40	200 494.39	27 140 080.21
TITRES DE PARTICIPATION	124 144 514.20	1 118 879.21	123 025 634.99
PLUS VALUES REINVESTIES		56 802 797.44	56 802 797.44
BONS CAISSE AUTONOME DE RECONSTRUCTION	88 130.00		88 130.00
COMPTE D'ATTENTE A REGULARISER	27 780 471.71		27 780 471.71
DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS	1 038 000.80		1 038 000.80
TOTAL	358 583 843.08	62 021 118.04	299 862 777.92
VALEURS D'EXPLOITATION			
MATIERES PREMIERES (PETROLE BRUT)	57 038 322.14		57 038 322.14
MATIERES CONCOMMABLES	21 391 810.24		21 391 810.24
PRODUITS FINIS	164 297 706.78		164 297 706.78
PRODUITS EN COURS DE FABRICATION	32 395 872.23		32 395 872.23
EMBALLAGES COMMERCIAUX	4 204 865.38	1 002 118.24	3 202 747.14
TOTAL	289 357 275.25	1 002 118.24	288 355 157.01
VALEURS RECEVABLES A COURT TERME			
DU DISPONIBLE			
CLIENTS	203 968 181.87	2 776 083.44	201 192 098.43
AUTRES DEBITEURS	118 583 384.74	784 658.58	117 798 726.16
PROVISIONS FISCALES POUR INVESTISSEMENTS A EXERCER A MOINS D'UN AN	2 898 583.00		2 898 583.00
EFFETS A RECEVOIR	17 557 478.98		17 557 478.98
CHEQUES ET AUTRES VALEURS A ENCAISSER	8 222 034.56		8 222 034.56
TITRES DE PLACEMENT	923 948.03	882 593.49	41 354.54
BONS CAISSE AUTONOME DE RECONSTRUCTION	58 130.00		58 130.00
BANQUES ET CHEQUES POSTAUX	22 367 034.72		22 367 034.72
TOTAL	415 080 109.20	4 093 275.51	410 986 833.69
TOTAL GENERAL			1 806 742 117.46

CAPITAUX PERMANENTS
1 280 882 620.28

COMPTES
DE TIERS
313 624 842.68

COMPTES
FINANCIERS
313 624 842.68

CAPITAL PROPRE ET RESERVES

CAPITAL SOCIAL	585 690 000.00
PRIME D'EMISSION D' ACTIONS	62 122 900.00
RESERVE LEGALE	30 862 000.00
PLUS VALUES A LONG TERME	784 234.20
TOTAL	808 910 884.20
REPORT A NOUVEAU	784 234.20
SITUATION NETTE (AVANT RESULTATS)	807 165 490.30
PROVISION POUR PERIES ET CHARGES	
TOTAL	1 104 874.33
PROVISION POUR DEDUCTIONS FISCALES POUR INVESTISSEMENTS	2 898 583.00
DETTES A LONG ET MOYEN TERME	
OBLIGATIONS A PLUS D'UN AN	23 800 820.00
EMPRUNTS A PLUS D'UN AN	172 519 434.36
AUTRES DETTES A PLUS D'UN AN	7 886 282.28
TOTAL	394 216 536.64
DETTES A COURT TERME	
CLIENTS CREDITEURS	2 039 110.59
TAXES INTERIEURES ET D'OUVERTURE A PAIER	2 113 276.00
VERSEMENTS RESTANT A EFFECTUER SUR TITRES DE PARTICIPATION	
EMBALLAGES COMMERCIAUX	38 843 487.87
AUTRES CREANCIERS	74 886 991.38
COMPTES DE REGULARISATION PASSIF	
TOTAL	829 874 876.51
RESULTATS BENEFICE DE L'EXERCICE	82 076 920.87
TOTAL GENERAL	1 806 742 117.46

WATERMONT S A F
17, RUE DE LA VILLE
ANANT AEPICIA 48 DES MEMES
821 822 822.04

PASSIF ENUS 15 7 085
882 730 744.14

Bilan consolidé

au

31 décembre 1966

ESSO STANDARD S.A.F. ET ESSO REP

actif

	Montant brut	Amortissements, Dépréciations et Plus-Values réinvesties	Montant net
FRAIS D'ETABLISSEMENT			
PRIME DE REMBOURSEMENT DES OBLIGATIONS	948 560.00	144 116.80	724 443.10
IMMOBILISATIONS			
TERRAINS	80 169 264.50	192 894.04	42 853 438.87
PLUS-VALUES REINVESTIES		17 233 021.37	42 853 438.87
CONSTRUCTIONS	245 037 562.33	138 376 376.33	106 661 186.00
MATERIEL ET OUTILLAGE	1 273 818 608.89	814 420 152.42	459 398 456.47
MATERIEL DE TRANSPORT	270 605 740.20	221 474 066.48	55 131 673.72
MOBILIER, AGENCEMENTS, INSTALLATIONS	28 843 680.40	13 531 306.88	15 312 373.52
EMBALLAGES COMMERCIAUX RECUPERABLES	8 106 759.09	5 405 338.89	2 701 420.20
IMMOBILISATIONS INCORPORABLES	2 891 302.00	13 865.00	2 877 437.00
PLUS-VALUES REINVESTIES		1 804 702.00	832 735.00
AUTRES IMMOBILISATIONS	309 879 834.48	184 251 245.43	125 628 589.05
IMMOBILISATIONS EN COURS	198 004 074.18		198 004 074.18
TOTAL	2 356 427 825.12	1 408 692 878.04	947 734 947.08
AUTRES VALEURS IMMOBILISEES			
PRETS A PLUS D'UN AN	110 542 805.37		110 542 805.37
CREANCES ET AVANCES A LONG TERME	27 439 858.60	295 499.39	27 144 359.21
TITRES DE PARTICIPATION	87 809 514.20	138 859.21	87 670 654.99
PLUS-VALUES REINVESTIES		58 802 797.44	58 802 797.44
BONS CAISSE AUTONOME DE RECONSTRUCTION	58 130.00		58 130.00
COMPTE D'ATTENTE A REGULARISER	21 780 671.71		21 780 671.71
INVESTISSEMENTS POUR COMPTE D'ESSO CHIMIE			
REGULARISABLES A PLUS D'UN AN	58 830 215.48		58 830 215.48
DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS	1 145 835.97		1 145 835.97
TOTAL	321 808 028.28	57 829 116.04	263 978 912.24
VALEURS D'EXPLOITATION			
MATIERES PREMIERES (PETROLE BRUT)	57 708 723.45		57 708 723.45
MATIERES CONSOMMABLES	27 791 808.00		27 791 808.00
PRODUITS FINIS	146 870 465.78		146 870 465.78
PRODUITS EN COURS DE FABRICATION	31 340 290.38		31 340 290.38
EMBALLAGES COMMERCIAUX	4 259 655.39	1 002 119.24	3 257 536.15
TOTAL	268 142 743.00	1 002 119.24	267 140 623.76
VALEURS REALISABLES A COURT TERME OU DISPONIBLES			
FURNISSEURS DETRITTEURS	403 726.36		403 726.36
CLIENTS	204 513 348.89	2 776 083.44	201 737 265.45
AUTRES DETRITTEURS	129 540 445.09	704 848.58	128 835 596.51
DEDUCTION FISCALE POUR INVESTISSEMENTS A EXERCER A MOINS D'UN AN	2 888 563.00		2 888 563.00
COMPTE DE REGULARISATION - ACTIF	16 843 713.72		16 843 713.72
PRETS A MOINS D'UN AN	28 180 830.35		28 180 830.35
EFFETS A RECEVOIR	17 587 478.98		17 587 478.98
CHEQUES ET AUTRES VALEURS A ENCAISSER	4 222 034.55		4 222 034.55
TITRES DE PLACEMENT	823 948.01	553 533.49	270 414.52
BONS CAISSE AUTONOME DE RECONSTRUCTION	58 130.00		58 130.00
BANQUES ET CHEQUES POSTAUX	33 703 827.33		33 703 827.33
CAISSE	823 235.80		823 235.80
TOTAL	437 015 011.83	4 099 275.51	432 915 736.32
TOTAL DE L'ACTIF			1 916 107 681.85

ACTIF CIRCULANT : 760 053 361.08

VALEURS IMMOBILISEES
1 715 044 300.47

STOCKS
267 141 624.86

COMPTES
DE TIERS
350 196 044.86

COMPTES
FINANCIERS
82 725 831.56

passif

	Montant
CAPITAL PROPRE ET RESERVES	
CAPITAL SOCIAL	586 690 900.00
PRIME D'EMISSION D' ACTIONS	56 186 243.28
RESERVE LEGALE	33 784 799.97
RESERVE GENERALE	712 000 000.00
PLUS-VALUES A LONG TERME	784 234.28
PLUS-VALUES A REINVESTIR	211 538.88
PROVISION POUR FLUCTUATIONS DES COURS DES MATIERES PREMIERES	72 280 900.00
DOTATION POUR RENDUVELLEMENT DU STOCK INDISPENSABLE	3 621 700.02
RESERVE SPECIALE DE REEVALUATION	8 184 337.48
TOTAL	879 094 742.99
REPORT A NOUVEAU	82 305 542.63
SITUATION NETTE (AVANT RESULTATS)	961 399 305.62
PROVISION POUR PERTES ET CHARGES	
PROVISION POUR RISQUES DE PROPRE ASSUREUR	314 877.88
PROVISION POUR DEPRECIATION DE SONAGES EN COURS	9 847 735.06
PROVISION POUR RECONSTITUTION DES GISEMENTS	58 876 000.00
PROVISION POUR CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES	874 084.64
TOTAL	70 012 409.41
PROVISION POUR DEDUCTIONS FISCALES POUR INVESTISSEMENTS	2 888 563.00
DETTES A LONG ET MOYEN TERME	
OBLIGATIONS A PLUS D'UN AN	73 609 800.00
EMPRUNTS A PLUS D'UN AN	140 350 435.30
AUTRES DETTES A PLUS D'UN AN	7 686 362.28
TOTAL	246 665 597.64
DETTES A COURT TERME	
FURNISSEURS	58 533 534.09
CLIENTS CREDITEURS	2 694 818.58
TAXES INTERIEURES ET DOUANE A PAYER	138 872 556.39
VERSEMENTS RESTANT A EFFECTUER SUR TITRES DE PARTICIPATION	2 113 275.00
EMBALLAGES CONSIGNEES	5 339 132.00
AUTRES CREANCIERS	12 834 263.84
COMPTE DE REGULARISATION - PASSIF	102 611 092.67
OBLIGATIONS A MOINS D'UN AN	1 064 400.00
EMPRUNTS A MOINS D'UN AN	2 570 900.00
AUTRES DETTES A MOINS D'UN AN	39 037.02
EFFETS A PAYER	175 329 822.08
BANQUES CREDITRICES	45 972 610.00
TOTAL	575 665 822.30
RESULTATS : BENEFICE DE L'EXERCICE	82 415 868.71
INTERETS MINORITAIRES DES TIERS DANS ESSO REP	14 052 202.87
TOTAL DU PASSIF	1 916 107 681.85

PATRIMOINE SOCIAL
ET PROVISIONS ASSIMILEES
AVANT AFFECTATION DES BENEFICES
1 034 307 268.03

PASSIF ENVERS LES TIERS
822 331 219.94

débit

crédit

compte d'exploitation générale

STOCKS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	284 653 935,10		STOCKS A LA FIN DE L'EXERCICE	288 143 743,86	
MOINS PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	1 303 801,34		MOINS PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	1 003 118,24	
		283 350 133,74			287 141 624,88
ACHATS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET MARCHANDISES		1 203 676 547,74	VENTES DE MARCHANDISES ET PRODUITS FINIS		4 077 878 085,43
FRAIS DE PERSONNEL		234 147 181,70	PRESTATIONS DE SERVICES		83 107 828,03
IMPÔTS ET TAXES		2 038 683 218,17	RISTOURNES, RABAIS ET REMISES OBTENUS		486 436,10
IMPÔT SUR DIVIDENDE ESSO REP		17 163 718,78	PRODUITS ACCESSOIRES		12 827 182,61
TRAVAIL, FOURNITURES ET SERVICES EXTÉRIEURS		242 686 316,17	PRODUITS FINANCIERS		7 079 384,07
TRANSPORTS ET DÉPLACEMENTS		142 689 281,89	TRAVAUX FAITS PAR L'ENTREPRISE POUR ELLE-MÊME		32 843 086,41
FRAIS DIVERS DE GESTION		46 118 092,43	TRAVAUX ET CHARGES NON IMPUTABLES A L'EXERCICE		89 161 080,98
FRAIS FINANCIERS		22 130 521,73			
DOTATIONS DE L'EXERCICE AUX COMPTES D'AMORTISSEMENTS		149 633 313,28			
DOTATIONS DE L'EXERCICE AUX COMPTES DE PROVISIONS		898 294,34			
BÉNÉFICE D'EXPLOITATION		142 872 030,92			
TOTAL		6 824 342 885,18	TOTAL		4 924 342 885,18

compte de pertes et profits

PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS		1 086 922,32	BÉNÉFICE D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE		142 872 030,92
Pertes exceptionnelles		2 295 080,11	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS		
DOTATIONS DE L'EXERCICE AUX COMPTES DE PROVISIONS ET D'AMORTISSEMENTS HORS EXPLOITATION OU EXCEPTIONNELS			PROVISION POUR RECONSTITUTION DES GISEMENTS DEVENUE DISPONIBLE	51 654 800,00	
- PROVISION POUR RECONSTITUTION DES GISEMENTS	63 016 400,00		- AUTRES PROFITS	344 121,24	
- AMORTISSEMENT DES CHARGES D'EXPLORATION	51 460 694,19				52 019 921,24
- AUTRES DOTATIONS	26 468 318,97		PROFITS EXCEPTIONNELS		3 980 578,94
		131 085 413,07			
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES		14 185 724,87			
BÉNÉFICE NET CONSOLIDÉ					
- QUOTE PART DES ACTIONNAIRES D'ESSO STANDARD	42 416 968,71				
- QUOTE PART DES INTÉRÊTS MINORITAIRES DES TIERS DANS ESSO REP	6 820 416,50				
		49 237 385,21			
TOTAL		180 890 828,78	TOTAL		180 890 828,78

débit

crédit

compte d'exploitation générale

STOCKS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	284 653 935,10		STOCKS À LA FIN DE L'EXERCICE	208 143 743,80	
MOINS PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	1 303 801,38		MOINS PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	1 002 119,24	
		283 350 133,72			207 141 624,56
ACHATS DE MATIÈRES PREMIÈRES ET MARCHANDISES		1 203 676 547,74	VENTES DE MARCHANDISES ET PRODUITS FINIS		4 977 578 085,43
FRAIS DE PERSONNEL		224 747 181,70	PRESTATIONS DE SERVICES		63 107 825,03
IMPÔTS ET TAXES		2 028 883 259,17	RESTOURNÉS, RABAIS ET REMISES OBTENUS		458 430,10
IMPÔT SUR DIVIDENDE ESSO REP		17 183 714,78	PRODUITS ACCESSOIRES		12 827 182,51
TRAVAUX, FOURNITURES ET SERVICES EXTÉRIEURS		282 888 345,17	PRODUITS FINANCIERS		7 075 364,07
TRANSPORTS ET DÉPLACEMENTS		142 589 281,09	TRAVAUX FAITS PAR L'ENTREPRISE POUR ELLE-MÊME		22 843 088,41
FRAIS DIVERS DE GESTION		46 118 032,43	TRAVAIL ET CHARGES NON IMPUTABLES À L'EXERCICE		83 183 080,98
FRAIS FINANCIERS		22 133 631,73			
DOTATIONS DE L'EXERCICE AUX COMPTES D'AMORTISSEMENTS		149 833 313,28			
DOTATIONS DE L'EXERCICE AUX COMPTES DE PROVISIONS		898 294,84			
BÉNÉFICE D'EXPLOITATION		142 872 030,92			
TOTAL		4 524 342 859,19	TOTAL		4 524 342 859,19

compte de pertes et profits

PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS		2 086 922,32	BÉNÉFICE D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE		142 872 030,92
PERTES EXCEPTIONNELLES		2 295 086,21	PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS		
DOTATIONS DE L'EXERCICE AUX COMPTES DE PROVISIONS ET D'AMORTISSEMENTS			PROVISION POUR RECONSTITUTION DES GISEMENTS DEVENUE DISPONIBLE	51 654 800,00	
HORS EXPLOITATION OU EXCEPTIONNELLE			AUTRES PROFITS	364 121,24	
PROVISION POUR RECONSTITUTION DES GISEMENTS	83 018 400,00				52 018 921,24
AMORTISSEMENT DES CHARGES D'EXPLORATION	51 480 814,10		PROFITS EXCEPTIONNELS		2 898 574,64
AUTRES DOTATIONS	26 608 398,97				
		131 085 413,07			
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES		14 185 724,69			
BÉNÉFICE NET CONSOLIDÉ					
QUOTE PART DES ACTIONNAIRES D'ESSO STANDARD	42 416 969,71				
QUOTE PART DES INTÉRÊTS MINORITAIRES DES TIERS DANS ESSO REP	6 820 416,80				
		49 237 386,51			
TOTAL		198 890 528,70	TOTAL		198 890 528,70

principales participations

au 31 décembre 1966

SOCIÉTÉ ESSO DE RECHERCHES ET D'EXPLOITATION PÉTROLIÈRES ESSO RÉP :

Capital : 35 100 000 F - Participation : 88,97 %.
Activités : Recherches et exploitation de tous gisements d'hydrocarbures liquides ou gazeux.

STANDARD-KUHLMANN : **

Capital : 2 380 000 F - Participation : 49,96 %.
Activités : Fabrication d'additifs pour huiles.

SOCIÉTÉ ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODÉRÉ DE LA SEINE-MARITIME :

Capital : 414 000 F - Participation : 28 %.
Activités : Construction de logements.

RAFFINERIE DU MIDI :

Capital : 15 000 000 F - Participation : 33,33 %.
Activités : Exploitation de dépôts de produits pétroliers en France.

DÉPÔTS DE PÉTROLE COTIERS :

Capital : 5 000 000 F - Participation : 21,20 %.
Activités : Exploitation de dépôts de produits pétroliers à Dunkerque, Cherbourg et autres ports.

SOCIÉTÉ HAVRAISE DE MANUTENTION DE PRODUITS PÉTROLIERS :

Capital : 11 850 000 F - Participation : 16,80 %.
Activités : Réception de fuel pour soutes. Exportation et réexpédition sur d'autres ports.

SOCIÉTÉ POUR LE RAMASSAGE ET LA RÉGÉNÉRATION DES HUILES USAGÉES :

Capital : 900 000 F - Participation : 16,44 %.
Activités : Récupération et régénération des huiles.

SOCIÉTÉ DES TRANSPORTS PÉTROLIERS PAR PIPELINE (TRAPIL) :

Capital : 50 000 000 F - Participation : 7,99 %.
Activités : Construction et exploitation du pipeline destiné à transporter les produits finis des raffineries de la Basse-Seine vers la région parisienne.

SOCIÉTÉ DE MANUTENTION DE CARBURANTS AVIATION (S.M.C.A.) :

Capital : 3 500 000 F - Participation : 16,56 %.
Activités : Construction, gestion et exploitation d'« Hydrant Systems » à l'aéroport de Paris.

SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE COURBEVOIE-DÉFENSE :

Capital : 81 000 000 F - Participation : 98,94 %.
Activités : Opérations civiles immobilières.

** La participation d'Esso Standard S.A.F. dans le capital de Standard Kuhlmann a été cédée à Esso Chimie le 3 janvier 1967, date de la création de cette Société. - Esso Chimie est une société anonyme au capital de 148 820 500 F, dont 99,99 % détenus par Esso Standard S.A.F. Ses activités sont la fabrication et la vente de produits chimiques.